

Armes européennes au Soudan (1/5) : des obus bulgares au milieu du désert

Quentin PESCHARD, Elitsa GADEVA, Les Observateurs

La scène a des airs d'inventaire : dans une série de vidéos publiées le 21 novembre dernier sur X et Facebook, des combattants soudanais en treillis étalent sur leurs genoux, ou directement à même le sol, plusieurs dizaines de papiers d'identité, de photographies et d'images religieuses. Ces hommes appartiennent à la Force conjointe, une coalition de groupes armés actifs dans la région du [Darfour](#), dans l'ouest du [Soudan](#). Cette coalition soutient l'armée régulière soudanaise dans la guerre civile qui l'oppose aux miliciens des [Forces de soutien rapide](#) (FSR).

Pour afficher ce contenu YouTube, il est nécessaire d'autoriser les cookies de mesure d'audience et de publicité.

Une extension de votre navigateur semble bloquer le chargement du lecteur vidéo. Pour pouvoir regarder ce contenu, vous devez la désactiver ou la désinstaller.



Sur des vidéos publiées sur les réseaux sociaux le 21 novembre, les hommes de la Force de protection conjointe filment le convoi qu'ils viennent de capturer, ainsi que les armes et les documents que les véhicules contenaient. Un combattant compte les pick-ups blancs capturés : "Un, deux, trois, quatre !", s'exclame-t-il, enthousiaste. © Observateurs

00:39

Les combattants qui filment ces vidéos viennent de capturer un convoi de plusieurs véhicules au milieu du désert. Sur les images, ils semblent confus. "C'est quel pays, ça ?", s'interroge l'un d'entre

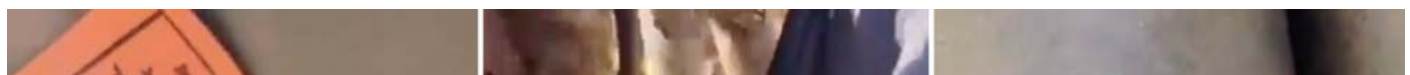
eux dans une langue du Darfour – le zaghawa – en feuilletant un passeport. "Regardez, ce sont des juifs qui travaillent pour une organisation internationale", continue-t-il, manifestement trompé par une image de sainte catholique présente parmi les papiers. "Ces gens sont prêts à tout, même à venir mourir ici au Soudan. [...] Ils viennent défendre les FSR", finit l'homme, qui accuse à de nombreuses reprises les propriétaires de ces papiers, a priori tués ou capturés par son unité, d'être des "mercenaires". Aucun prisonnier ni cadavre n'est visible sur les images.

Les papiers d'identité de deux de ces "mercenaires" passent à plusieurs reprises devant la caméra. Ils permettent de répondre aux interrogations des combattants soudanais : les passeports visibles sur les vidéos appartiennent à deux ressortissants colombiens.



Les deux passeports visibles dans les vidéos diffusées par les combattants soudanais le 21 novembre 2024 révèlent l'identité de deux ressortissants colombiens, manifestement présents dans le convoi avec les armes : Christian L. et Miguel P. © Les Observateurs de France 24

De gros coffres en bois sont également visibles sur les vidéos : présentant une étiquette orange en losange représentant une explosion – le pictogramme international correspondant aux explosifs –, ils contiennent des cylindres en carton sur lesquels est inscrit en anglais : "mortier de 81 mm HE".





Dans leurs vidéos, les combattants de la Force conjointe filment les munitions présentes dans le convoi en gros plan. On peut voir des coffres en bois peints en vert et présentant le pictogramme "explosifs", ainsi que des cylindres en carton. Sur ces derniers, des inscriptions à l'encre blanche indiquent ce qu'ils contiennent : des "obus de mortier hautement explosifs (HE) de 81 mm". © Les Observateurs de France 24

"Tout ça, c'était pour les Forces de soutien rapide !"

Montrant ces munitions, un combattant de la Force conjointe accuse : "Ça, c'était pour les Janjawids [un surnom donné aujourd'hui aux combattants des Forces de soutien rapide, NDLR]. C'est [Mohammed ben Zayed](#) qui les a envoyées [le [président des Émirats arabes unis](#), NDLR]." Frappant du poing un véhicule saisi, il renchérit : "Ça aussi, c'est les Émirats qui l'ont envoyé."

Quelques heures plus tard, le Mouvement de libération du Soudan (MLS), un des mouvements armés membres de la Force conjointe, [commence à communiquer officiellement sur cette intrigante saisie](#). On en apprend plus sur la situation qui a conduit deux étrangers à traverser le désert du Darfour avec ces munitions.

"Dans la région du désert, à la frontière du Soudan, de la [Libye](#) et du [Tchad](#), la Force conjointe a réussi à déjouer une vaste tentative de contrebande d'armes destinées à la milice terroriste des Forces de soutien rapide (FSR)", explique la page Facebook du mouvement. Le MLS relève également que les hommes qui assuraient le transport "avaient sur eux des pièces de monnaie des [Émirats arabes unis](#)". Le mouvement armé ne précise pas si les deux Colombiens qu'il accuse d'être des "mercenaires" ont été capturés, tués ou blessés.

Grâce aux vidéos des combattants de la Force conjointe, la rédaction des Observateurs a pu enquêter sur le parcours de l'armement visible sur les images. Ces munitions s'avèrent être originaires de l'Union européenne. Elles ont été fabriquées en [Bulgarie](#), puis achetées par une entreprise émiratie. Avant son entrée au Soudan et sa capture par la Force conjointe, le convoi les transportant a transité par l'est de la Libye, une zone contrôlée par le régime du maréchal Haftar,

un allié des Émirats arabes unis. Ce pays du Golfe est [régulièrement accusé par des experts de l'ONU de soutenir les FSR](#) financièrement et militairement, notamment dans le but de préserver ses intérêts stratégiques et économiques dans la région. Les autorités émiraties nient jusqu'ici ces accusations.

Les miliciens des Forces de soutien rapide sont accusés de très nombreuses exactions contre les civils, dont certaines ont déjà été documentées par la rédaction des Observateurs de France 24.

Pour afficher ce contenu , il est nécessaire d'autoriser les cookies de mesure d'audience et de publicité.

Des armes européennes fabriquées en Bulgarie

Les inscriptions sur les cylindres en carton visibles à la quatrième seconde de cette vidéo diffusée par les combattants de la Force conjointe le 21 novembre indiquent qu'ils contiennent des obus de mortier.

Pour afficher ce contenu YouTube, il est nécessaire d'autoriser les cookies de mesure d'audience et de publicité.

Une extension de votre navigateur semble bloquer le chargement du lecteur vidéo. Pour pouvoir regarder ce contenu, vous devez la désactiver ou la désinstaller.



Dans cette vidéo filmée le 21 novembre 2024 par les hommes de la Force de protection conjointe, on peut voir plusieurs détails des caisses de munition transportées par le convoi capturé. © Observateurs 02:35

"Ce sont des armes très communes dans tous les conflits, notamment ceux au Soudan ces dernières décennies", commente Mike Lewis, un spécialiste des conflits armés et ancien membre du panel d'experts de l'ONU sur le Soudan. "Les obus de mortier sont des explosifs qui sont projetés vers le

haut depuis un canon en forme de tube, dans une trajectoire en forme de cloche. Elles retombent ensuite sur les positions visées."

Dans une des vidéos du 21 novembre, l'homme qui filme ouvre l'un des coffres de munitions et découvre une inscription sur le bois : "BG-RSE-0082-HT".



Après avoir filmé les cylindres en carton avec l'inscription "obus de mortier de 81 mm", l'un des combattants de la Force conjointe fait des gros plans sur d'autres détails des coffres contenant les munitions : une étiquette barrée de rouge (au centre) et un code imprimé au fer rouge, "BG-RSE-0082-HT". © Les Observateurs de France 24

Cette marque imprimée au fer rouge est un [code ISPM 15](#), une indication obligatoire pour les emballages en bois. Les deux premières lettres indiquent le pays d'origine : "BG" [correspond à la Bulgarie](#).

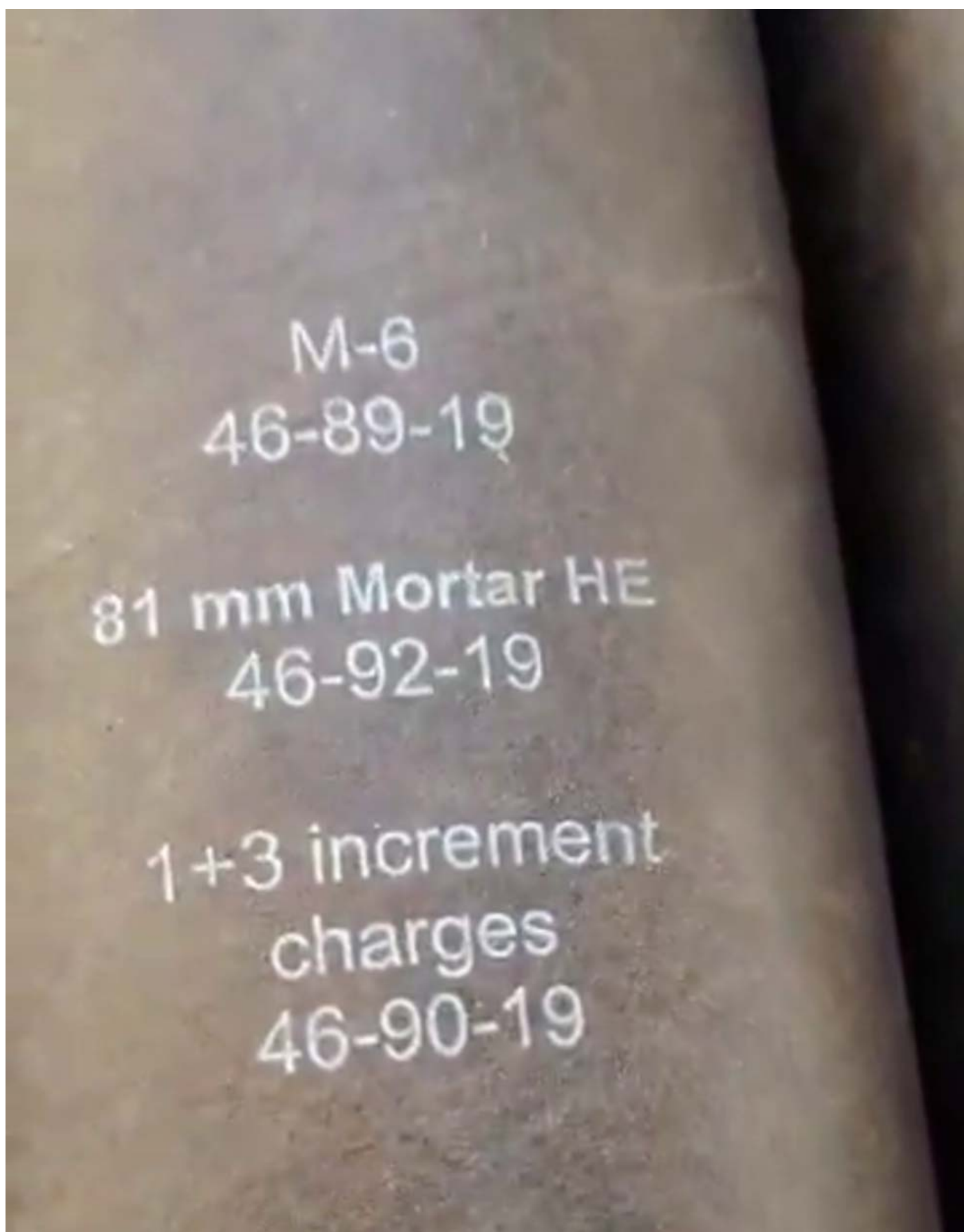
Une autre indication de cette origine se trouve sur l'étiquette. Rédigée en anglais et en français, elle comporte pourtant deux noms écrits en cyrillique, correspondant à des personnes travaillant dans l'usine de fabrication. Le bulgare s'écrit en alphabet cyrillique et les deux noms inscrits sont des noms de famille féminins courants en Bulgarie.



Item: *81 mm Mortar HE*
Dénomination du coup: *10*
Quantity: *10*
Quantité: *10*
Manufacturer code/lot: *46-92-19*
N° du lot et année de fabrication: *0664*
Product index: *B. French*
Index de fabricant: *B. French*
Packaged by: *B. French*
Empaqueteur: *B. French*
Shop quality inspector: *B. French*
Contrôleur: *11.11.195.8*

Sur les cinquième et sixième lignes de cette étiquette visible sur une des vidéos du 21 novembre, on peut lire deux noms écrits en cyrillique : l'un désigne "l'empaqueteuse" des munitions, l'autre la "contrôleuse". Ces deux noms de famille féminins sont courants en Bulgarie. © Les Observateurs de France 24

Les inscriptions codées présentes sur les cylindres en carton indiquent non seulement le type de munitions transportées, mais aussi leur origine et leur fabricant.





Les inscriptions blanches sur les cylindres en carton contenant les munitions font référence à un détonateur M-6, un modèle courant en Russie, en Chine et en Bulgarie. Le signe "HE" après "mortier de 81 mm" indique que les obus contenus dans ces cylindres sont "hautement explosifs". Enfin, les inscriptions signalent que ces obus fonctionnent avec quatre charges de propulsion, destinées à faire décoller la munition au moment du lancement. À chaque pièce est associé un numéro de série à six chiffres. © Les Observateurs de France 24

Dans l'ordre, "M-6" correspond à un modèle de détonateur permettant de faire exploser la munition. L'inscription "81 mm Mortar HE" indique le type de munition : un obus pour mortier de 81 mm, hautement explosive. Enfin, "1+3 increment charges" précise le nombre de [charges de propulsion](#), courantes pour ce genre de munition.

Un numéro à six chiffres commençant par "46" accompagne chacun de ces produits. Selon un expert en armement consulté par la rédaction des Observateurs, le nombre "46" indique, dans le système bulgare d'identification, que les munitions ont été fabriquées par l'entreprise bulgare [Dunarit](#). Toujours selon la même source, le nombre "19" présent à la fin correspondrait quant à lui à l'année de fabrication – 2019 –, ce qui confirme les informations présentes sur l'étiquette filmée sur un des coffres.

Sur le site de Dunarit, il apparaît que cette entreprise bulgare [fabrique bien des obus de mortier hautement explosifs de 81 mm](#).

Tir de mortier de 81 mm avec mine à fragmentation

Un obus de mortier de 81 mm avec une mine à fragmentation est conçu pour engager des cibles fixes non protégées telles que des concentrations de troupes, des positions de mitrailleuses et des véhicules. L'effet saisissant est obtenu par le grand nombre de fragments produits lors de la détonation. Une charge propulsive variable permet d'obtenir plusieurs valeurs de la vitesse initiale.



CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES :

Calibre, kg	81
Masse de l'injection, kg	4.15

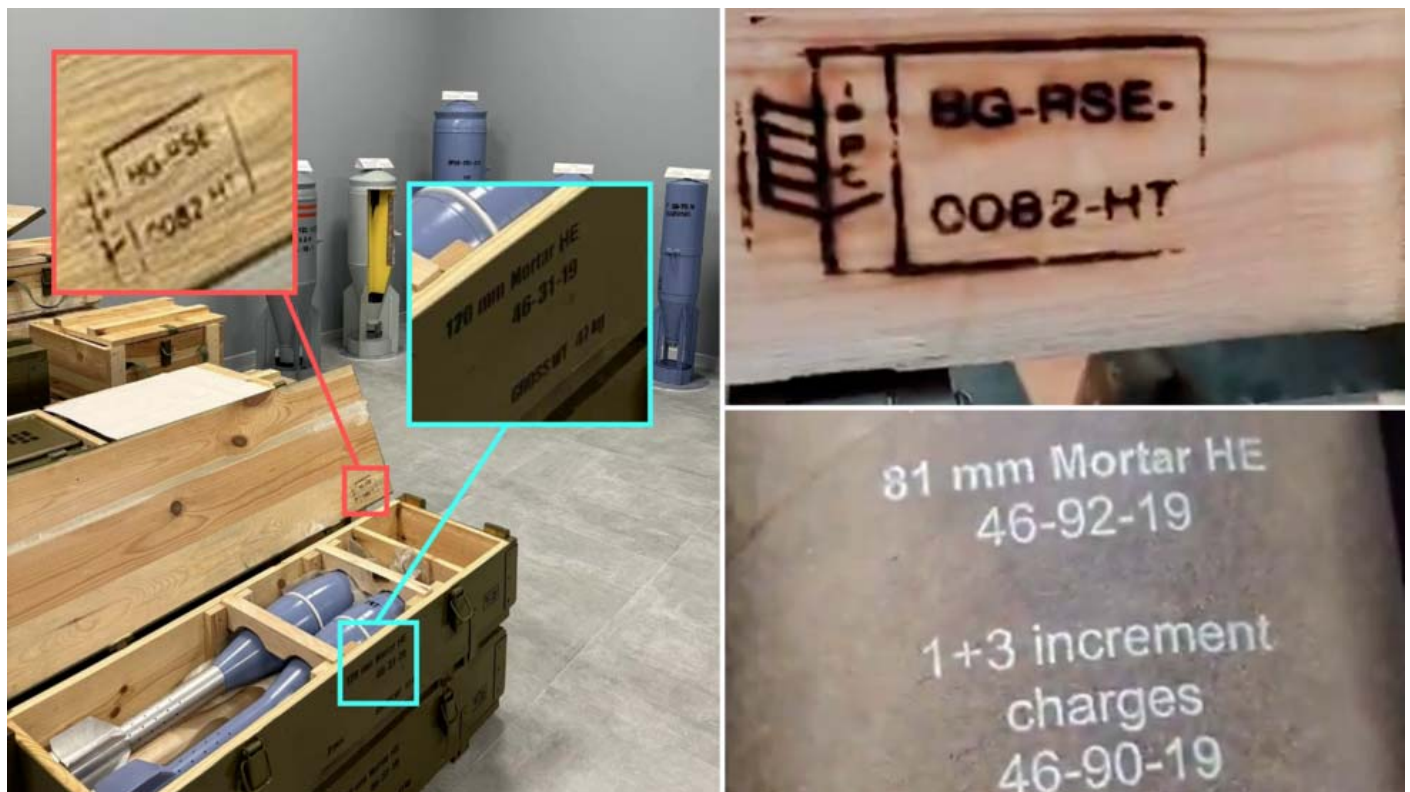


Type et masse de la charge, kg	TNT; 0,720
Charge propulsive	variable (principal + jusqu'à 6 supplémentaires)
Détonateur	M-6N ou M52B3

 Télécharger la spécification

[Sur le site de Dunarit \(traduit en français par Google\), on voit que la société fabrique des munitions correspondant aux caractéristiques techniques de celles visibles sur les images du 21 novembre 2024 filmées au Soudan : des obus de mortier de 81 mm "hautement explosifs" \(aussi qualifiés d'obus à fragmentation\), dotés de détonateurs M-6. © Dunarit](#)

Par ailleurs, des recherches sur les réseaux sociaux de l'entreprise permettent de retrouver [des images montrant des obus de mortier dans un coffre en bois](#), dans la même disposition que celle visible dans les vidéos. Le code ISPM 15 imprimé sur le coffre est le même. Le numéro associé au produit suit le même modèle que celui des munitions retrouvées au Soudan.



Sur une photo publiée par Dunarit en juin 2024 sur son compte Facebook, on voit que le code ISPM 15 gravé sur un coffre contenant des obus de mortier (en rouge à gauche) est le même que celui filmé par les combattants soudanais le 21 novembre 2024 (en haut à droite). Le numéro à six chiffres visible sur la publication Facebook (en bleu à gauche) présente les mêmes caractéristiques que ceux visibles dans les vidéos prises au Soudan (en bas à droite) : trois nombres à deux chiffres séparés par des tirets, le premier étant "46". © Les Observateurs de France 24

Le PDG de Dunarit ne nie pas que ces munitions ont été fabriquées par son entreprise

Contacté, le PDG de Dunarit, Petar Petrov, ne nie pas que ces obus de mortier ont été fabriqués par son entreprise. Au téléphone, il explique :

Le contrôle sur ce genre de choses est très strict en Bulgarie. Selon mes informations, tout dans ce contrat [celui qui a permis l'exportation de ces armes, NDLR] a été fait dans les règles.

Petar Petrov peine cependant à croire que les obus de son entreprise aient pu être filmés au Soudan et conteste que les vidéos du 21 novembre constituent une preuve de leur présence dans le pays.

Des obus qui violent l'embargo européen

Mais comment ces obus originaires de Bulgarie, pays membre de l'Union européenne, se sont-ils retrouvés dans un convoi d'approvisionnement destiné aux Forces de soutien rapide ? L'Union européenne, dont fait partie la Bulgarie, [applique depuis 1994 un embargo total](#), régulièrement renouvelé, sur les exportations d'armes au Soudan. Dans sa version actuelle, celui-ci proscrit "la vente, la fourniture, le transfert ou l'exportation d'armes et de matériel connexe [...], y compris les armes et les munitions [...], au Soudan par les ressortissants des États membres ou à partir du territoire des États membres".

Nicholas Marsh est chercheur spécialiste des exportations d'armes à l'Institut de recherche sur la paix d'Oslo. Il commente :

L'embargo de l'Union européenne sur le Soudan couvre clairement ce type de munitions. C'est une politique européenne très claire. Il y a bien sûr des exceptions, mais je ne vois pas comment elles pourraient couvrir un transfert de ce type vers le Soudan. C'est sans aucun doute une violation de la politique européenne en la matière.

Côté bulgare, on assure que ces armes n'ont pas été envoyées directement de Bulgarie au Soudan. Par e-mail, la Commission interministérielle pour le contrôle des exportations – l'autorité bulgare chargée d'autoriser les exportations d'armes – affirme que la vente s'est faite "avec une autorisation dûment délivrée [...] pour une autorité gouvernementale d'un pays contre lequel aucune sanction n'est imposée". Elle déclare "catégoriquement que l'autorité compétente bulgare n'a pas délivré de permis d'exportation vers le Soudan" pour ces munitions.

Comme le montre la suite de notre enquête, les obus de Dunarit n'ont effectivement pas été directement exportés vers le Soudan. Ils ont en revanche été vendus à une entreprise émiratie bien connue pour ses transferts d'armement vers des zones frappées par des embargos internationaux : International Golden Group (IGG).

Lisez la suite de notre enquête :

À lire aussi [Armes européennes au Soudan \(2/5\) : un contrat émirati à 50 millions d'euros](#)

À lire aussi [Armes européennes au Soudan \(3/5\) : la route libyenne des mercenaires](#)

À lire aussi [Armes européennes au Soudan \(4/5\) : "Les FSR bombardent bâtiments publics, marchés et hôpitaux"](#)

À lire aussi [Armes européennes au Soudan \(5/5\) : IGG, une société émiratie toujours prisée des Européens](#)

Mubarak Hasan Ali et Mohammed Nour Aoudou ont participé à la rédaction de cet article.

Armes européennes au Soudan (2/5) : un contrat émirati à 50 millions d'euros

Quentin PESCHARD, Elitsa GADEVA

Résumé du premier volet de l'enquête : le 21 novembre dernier, des combattants soudanais filment des obus de mortier destinés selon eux aux Forces de soutien rapide (FSR), la milice qui affronte l'armée régulière dans la guerre civile en cours. Ces armes, fabriquées en Bulgarie, ont été transférées au Soudan malgré un embargo de l'Union européenne sur ce pays ravagé par les conflits.

À lire aussi [Armes européennes au Soudan \(1/5\) : des obus bulgares au milieu du désert](#)

Comment de l'armement européen a-t-il pu se retrouver au [Soudan](#), malgré l'embargo imposé par l'UE à destination de ce pays ? Après être remontée jusqu'à l'entreprise bulgare Dunarit ayant fabriqué les obus de mortiers, la rédaction des Observateurs a cherché à retracer le parcours de ces armes. Elle a interrogé la Commission interministérielle pour le contrôle des exportations, l'autorité bulgare chargée d'autoriser les exportations d'armes.

Dans un premier temps, celle-ci n'a pas souhaité donner plus d'informations sur le pays d'exportation initial de l'armement filmé par les combattants soudanais, affirmant simplement ne pas avoir "délivré de permis d'exportation vers le Soudan". "L'autorisation d'exportation a été délivrée pour le gouvernement d'un pays contre lequel il n'y a pas de sanctions imposées par le Conseil de sécurité de l'ONU. L'autorité compétente bulgare a été informée de la livraison des produits et les originaux des certificats de livraison par l'utilisateur final des produits ont été fournis", a-t-elle précisé.

Mais une source ayant choisi de garder l'anonymat a fait parvenir à la rédaction des Observateurs la copie de l'un des certificats de livraison en question. Ce document, émis le 16 août 2020 par le "quartier général des forces armées des Émirats arabes unis", est très riche en informations sur la transaction. On apprend ainsi que l'utilisateur final des obus de mortier bulgares serait [l'armée des Émirats arabes unis \(EAU\)](#) elle-même.

**UNITED ARAB EMIRATES
G. H. Q. ARMED FORCES
LOGISTICS STAFF
Directorate of General Purchasing**
Tel : +971 - 2 - 4078939
Fax : +971 - 2 - 4414042
P. O. Box : 2501 Abu Dhabi

دولة الإمارات العربية المتحدة
القوات المسلحة
القيادة العامة للقوات المسلحة
مديرية المشتريات العامة
هاتف : +971 - 2 - 4078939
فاكس : +971 - 2 - 4414042
صندوق بريد : 2501 أبو ظبي

Our Ref. : DP3/2/50/1/2019/108/22150
Contact with : International Golden Group
Unit ref. : 2044 de 10/05/2020

Date: 16/08/2020

DELIVERY VERIFICATION CERTIFICATE

We, "UAE GHQ ARMED FORCES", Directorate General Purchasing, Post Box No 2501, Abu Dhabi, United Arab Emirates, Email: ghq@mil.gov.ae hereby certify that the goods listed below, imported by:

"M/s. INTERNATIONAL GOLDEN GROUP PJSC" (a company registered and governed under the laws of the United Arab Emirates, bearing license number: CN-1004199, having its registered office at 28th Floor, Nation Towers, Corniche road, P.O. Box 43999, Abu Dhabi, United Arab Emirates), supplied by: "M/s. ARM-BG. LTD, TOWN SOFIA, Mail Box 1005, Triaditsa District 83, BORIS 1STR., Apartment 3 Bulstai 204847016, have been received by END USER GHQ UAE ARMED FORCES.

S. No.	Contract No.	Delivery Note No.	Delivery Note Date	Description	Quantity
7	DP3/2/50/1/2019/108	02/2019/3663	23/01/2020	81mm Mortar Bomb HE	15,000
8	DP3/2/50/1/2019/108	02/2019/3663	23/01/2020	82mm Mortar Bomb HE	16,600
6	DP3/2/50/1/2019/108	12A/2019/3711	18/02/2020	60mm Mortar Bomb HE	2,780
8	DP3/2/50/1/2019/108	12A/2019/3711	18/02/2020	82mm Mortar Bomb HE	13,400
9	DP3/2/50/1/2019/108	12A/2019/3711	18/02/2020	120mm Mortar Bomb HE	11,464


**BRIGADIER (ENG.)
DIRECTOR GENERAL PURCHASING
SALEM MOHAMED OBAID ALMANSOORI**



**UNITED ARAB EMIRATES
G. H. Q. ARMED FORCES
LOGISTICS STAFF
Directorate of General Purchasing**
Tel : +971 - 2 - 4078939
Fax : +971 - 2 - 4414042
P. O. Box : 2501 Abu Dhabi

"M/s. INTERNATIONAL GOLDEN GROUP PJSC"

"M/s. ARM-BG. LTD, TOWN SOFIA, Mail Box 1005, Triaditsa District 83, BORIS 1STR., Apartment 3 Bulstai 204847016"

END USER GHQ UAE ARMED FORCES

81mm Mortar Bomb HE

La rédaction des Observateurs a pu obtenir un document lié à l'achat des obus de mortier bulgares retrouvés au Soudan. Il s'agit d'un certificat de livraison, donné par l'utilisateur final des armes pour attester de leur bonne réception. Émis par l'armée des Émirats arabes unis (premier encadré), ce document atteste que cette dernière a bien reçu le même type d'obus que ceux visibles dans les vidéos prises au Soudan, des "obus de mortier de 81 mm hautement explosifs" (dernier encadré), en plus d'autres types d'obus de mortier. L'armée émiratie s'y désigne comme l'utilisatrice finale des obus et nomme deux compagnies impliquées dans la transaction : une société émiratie, "International Golden Group PJSC" (deuxième encadré) et une entreprise bulgare, "ARM-BG LTD." (troisième encadré). © Les Observateurs de France 24

Ce document détaille une livraison conséquente : 15 000 obus de mortier de 81 mm (comme ceux visibles dans les vidéos du 21 novembre 2024 filmées au Soudan), mais aussi 2 780 obus de 60 mm, 30 000 de 82 mm et 11 464 de 120 mm, un calibre beaucoup plus puissant. Les armes ont été livrées à l'armée émiratie en deux fois, en janvier et février 2020. Enfin, deux entreprises sont mentionnées, en plus de l'état-major de l'armée émiratie : une compagnie "fournisseuse" bulgare, ARM-BG LTD., et un "importateur" émirati, International Golden Group PJSC. Le fabricant, Dunarit, n'est pas mentionné.

La rédaction des Observateurs a pu recouper ces informations à l'aide d'un second document, émanant d'une autre source ayant accès aux informations fournies par l'armée émiratie dans le cadre de [l'achat des armes](#). C'est un certificat d'utilisateur final, censé garantir au fabricant et à l'autorité de régulation du pays d'origine que le bénéficiaire final des armes est correctement identifié. Celui qui produit le certificat y prend [un certain nombre d'engagements](#), notamment

en ce qui concerne la réexportation des armes.

Également émis par l'armée émiratie, qui s'y désigne comme utilisatrice finale, ce second document comporte le même numéro de contrat que le premier et mentionne les mêmes entreprises fournisseuse et importatrice. Avec ces données, "il est raisonnable de penser que ces deux documents se réfèrent à la même transaction", estime Nicholas Marsh, chercheur spécialiste des exportations d'armes à l'[Institut de recherche sur la paix d'Oslo](#).

"L'utilisateur final des armes n'a pas prévenu d'une quelconque réexportation, je ne sais pas ce qu'il s'est passé après"

Dans ce second document daté d'octobre 2019, l'armée émiratie s'engage à "utiliser [les armes] pour les besoins propres des forces armées des EAU" et à ce qu'elles ne soient "jamais transférées, réexportées, prêtées, louées ou données à une tierce partie ou à un pays sans l'accord écrit des corps autorisés de [Bulgarie](#)". Contactée pour savoir si elle avait fourni son accord pour [réexporter ces armes au Soudan](#) ou ailleurs, la Commission interministérielle bulgare maintient seulement "ne pas avoir délivré de permis d'exportation vers l'État du Soudan". Au téléphone, Petar Petrov, le PDG de Dunarit, donne plus de détails :

Sur les documents, on voit le pays de destination, mais aussi l'entreprise [International Golden Group, NDLR]. C'est une entreprise publique. Nous n'avons pas de restrictions sur les exportations vers les Émirats arabes unis, c'est cela que la Commission a examiné. Selon les règles fixées, quand l'utilisateur final décide de réexporter, il doit prévenir toutes les parties de la transaction, le fabricant, les commissions, tout le monde. Dans ce cas, ils ne l'ont pas fait, je ne sais pas ce qu'il s'est passé après.

Le second document mentionne par ailleurs une quantité d'obus très supérieure, 105 000 contre un peu moins de 60 000 pour le premier certificat. Rien d'anormal selon Nicholas Marsh : "Cela permet de prévoir d'autres livraisons sans avoir à demander une nouvelle licence. C'est difficile de savoir si la différence entre le chiffre présent sur le certificat d'utilisateur final et sur le certificat de vérification de livraison [ici, un peu plus de 45 000 obus de mortier, NDLR] a bien été livrée."

Un contrat estimé à 50 millions d'euros

Nicholas Marsh estime le prix total des 105 000 obus de mortier mentionnés dans le certificat d'utilisateur final à 50 millions d'euros.

Ce genre de livraison est cohérent avec ce que demande le fonctionnement d'un gros groupe armé non étatique. C'est même franchement une très grosse quantité de munitions pour un groupe de ce type. En revanche, pour un État impliqué dans un conflit ouvert, c'est un peu faible.

La rédaction des Observateurs a pu recouper l'estimation de Nicholas Marsh auprès de l'[Omega Research Foundation](#), un réseau de chercheurs spécialistes des violations des droits humains commises grâce à du matériel de défense ou de sécurité.

Ce montant approximatif de 50 millions d'euros que représente cette exportation d'armes est loin d'être négligeable pour la Bulgarie. Selon les données collectées par le [Réseau européen contre le commerce des armes](#), la valeur des exportations bulgares vers les Émirats arabes unis entre 2015 et 2020 – les données plus récentes semblent sous-estimées – se situent entre 10 et 30 millions d'euros chaque année.

En 2019, année de la transaction mentionnée par les deux documents consultés par la rédaction des Observateurs, ces exportations bondissent soudainement à 83 millions d'euros. La vente des 105 000 obus de mortier bulgares pourrait donc représenter plus de la moitié de la valeur des exportations vers les Émirats au cours de cette année exceptionnelle.

ARM-BG, l'intermédiaire bulgare

Auprès de notre rédaction, la Commission interministérielle pour le contrôle des exportations bulgare insiste à plusieurs reprises sur le fait que le pays "respecte scrupuleusement tous les engagements dans le domaine du contrôle des exportations [...] et mène une politique nationale responsable".

Pourtant, les profils des intermédiaires impliqués dans cette vente interpellent. Très peu d'informations sont disponibles sur ARM-BG, l'exportateur bulgare – cette société dispose cependant bien d'une [licence officielle](#) pour importer et exporter de l'armement. Selon les informations disponibles sur le [site spécialisé Orbis](#), l'entreprise, qui ne compterait que quatre salariés, semble avoir fait le plus clair de ses bénéfices sur les deux années sur lesquelles s'étend le contrat de vente des armes de Dunarit. Son chiffre d'affaires s'élève ainsi à plus de 78 millions de dollars américains en 2019, puis 106 millions en 2020, avant de s'effondrer brutalement à six millions en 2021, année où ARM-BG entre en sévère déficit. Ses résultats indiquent ainsi près de 3,5 millions de dollars de perte.

	31/12/2021 USD	31/12/2020 USD	31/12/2019 USD
Taux de change: BGN/USD	12 mois Local GAAP 0.57907	12 mois Local GAAP 0.62739	12 mois Local GAAP 0.57438
L Total des prod d'exploitation	6,025,247	106,340,423	78,221,7
L Résultat courant avant impôts	-3,847,935	867,683	494,5
L Bénéfice ou perte [= Revenu net]	-3,498,755	776,711	445,1
L Capacité d'autofin. avant rép.	-3,469,801	805,571	455,4
L Total de l'actif	15,902,483	20,579,710	74,832,8
L Capitaux propres	-3,178,528	779,848	448,0
L Liquidité réduite (x)	0.74	0.95	1.
L Performance (%)	-63.86	0.82	0.
L Rend. des capitaux propres nets (%)	n.s.	111.26	110.
L Rend. du capital investi (%)	n.s.	116.01	116.
L Ratio de solvabilité (à partir de l'actif) (%)	-19.99	3.79	0.
L Effectifs	4	4	

Sur cette synthèse des résultats économiques d'ARM-BG tirée de la plateforme spécialisée Orbis, on peut voir que le chiffre d'affaires de l'entreprise passe rapidement d'un peu plus d'un million de dollars américains en 2018 à plus de 78 millions en 2019 – année où l'armée émiratie a fait parvenir aux autorités bulgares les documents visant à permettre l'exportation des obus fabriqués par Dunarit. Les résultats d'ARM-BG continuent à augmenter en 2020, année des deux livraisons d'obus attestées par les documents consultés par la rédaction des Observateurs, pour atteindre 100 millions de dollars américains. Ils s'effondrent ensuite brutalement, l'entreprise enregistrant pour près de 3,5 millions de dollars de perte en 2021. © Orbis

Arsen Nazarian, l'un des gérants d'ARM-BG, insiste sur la légalité de la transaction à laquelle son entreprise a participé :

La demande de licence d'exportation pour l'utilisateur final des Émirats arabes unis a été soumise par ARM-BG à la Commission interministérielle pour le contrôle des exportations [...] et contenait toutes les données et documents requis par les

législations bulgare et européenne, ainsi que par les règles fixées par les Nations unies.

Au téléphone, il ajoute : "Nous sommes une société de courtage. Nous n'exportons ni n'importons pas par nous-mêmes, nous ne nous occupons pas non plus des marchandises." Pourtant, la société ARM-BG est bien mentionnée comme "exportatrice" ou "fournisseuse" dans les documents émiratis fournis aux autorités bulgares.

Recontactée, ARM-BG a refusé de communiquer plus d'informations. La Commission interministérielle pour le contrôle des exportations affirme "ne disposer d'aucune preuve de l'implication d'ARM-BG dans des livraisons à des utilisateurs finaux illégitimes ou dans des programmes de réexportation illégaux".

International Golden Group, un acheteur émirati connu pour ses pratiques de détournement d'armes

L'autre entreprise mentionnée sur les documents liés à la vente des armes de Dunarit est International Golden Group (IGG). Elle est mentionnée comme "importatrice" des armes aux [Émirats arabes unis](#). Helen Close, chercheuse spécialiste du secteur de l'armement à l'Omega Research Foundation, a pu collecter des informations sur cette société au cours de ses travaux sur le marché de l'armement aux Émirats arabes unis.

International Golden Group a été créé en 2002. Nous pensons qu'il s'agissait à l'époque d'une entreprise privée ou semi-privée, mais qui avait sans aucun doute des liens avec le gouvernement émirati. En 2017, cette entreprise se définissait comme le premier fournisseur des forces armées et du ministère de l'Intérieur émiratis.

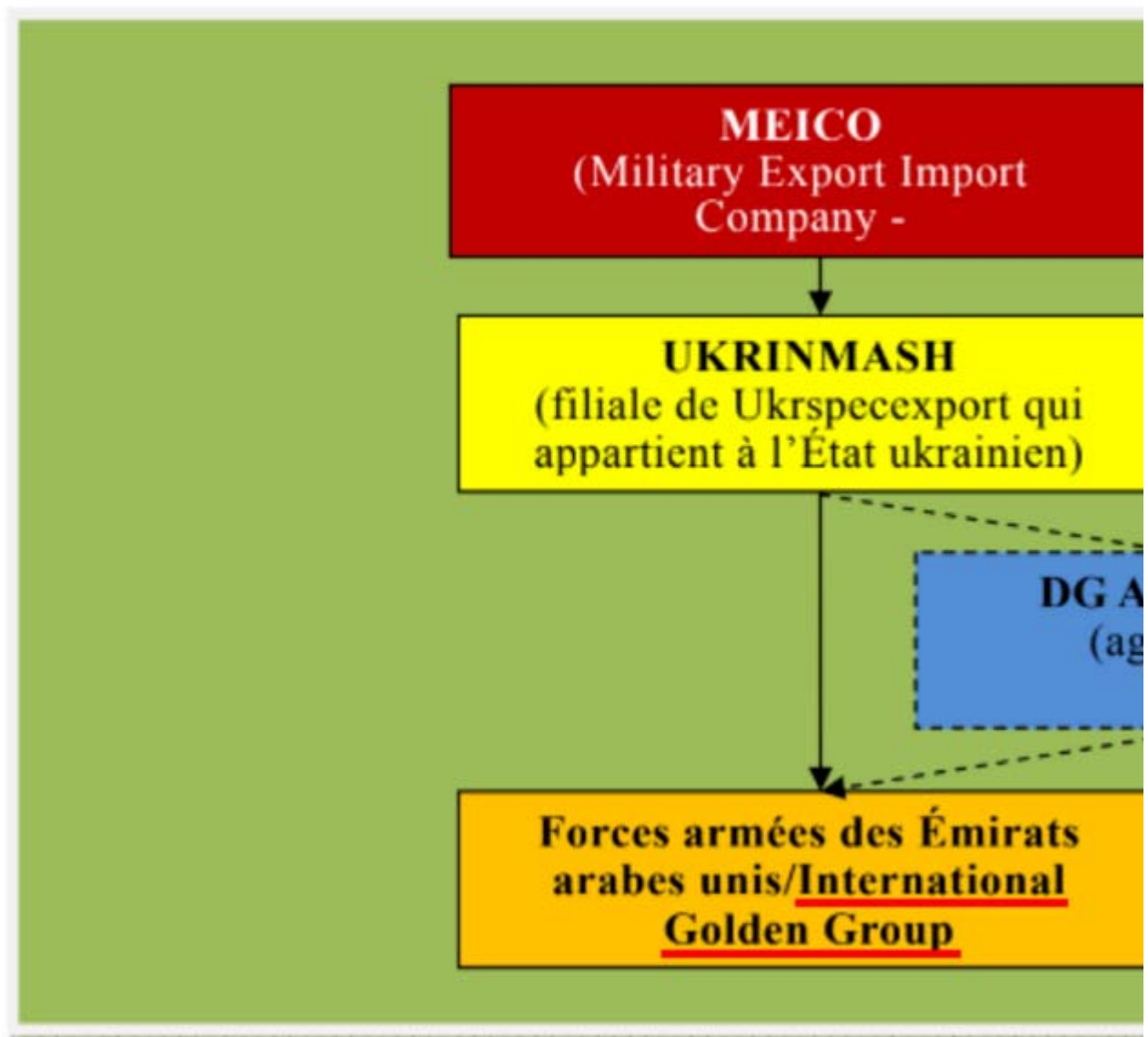
[Les ventes d'armes européennes vers les Émirats arabes unis](#) ne sont soumises à aucune sanction ou embargo. Mais International Golden Group n'est pas tout à fait une entreprise d'armement comme les autres : en plus de fournir l'armée émiratie, elle est connue pour ses pratiques de [détournement d'armes vers des zones de guerre](#), comme l'ont rappelé plusieurs spécialistes à la rédaction des Observateurs. Tony Fortin, chargé d'études à l'[Observatoire des armements](#), une structure française spécialisée dans la collecte d'information sur les ventes d'armes et les entreprises du secteur, commente ainsi :

International Golden Group a une très mauvaise réputation, c'est connu, y compris chez les industriels du secteur. C'est une entreprise qui a la réputation de fonctionner comme une sorte d'État dans l'État émirati, en permettant de gérer des flux d'armement de manière opaque.

On trouve les traces de ces activités troubles dans les rapports du [panel d'experts de l'ONU sur la Libye](#), pays visé par un [embargo total sur les armes décidé en 2011 par le Conseil de sécurité de l'ONU](#).

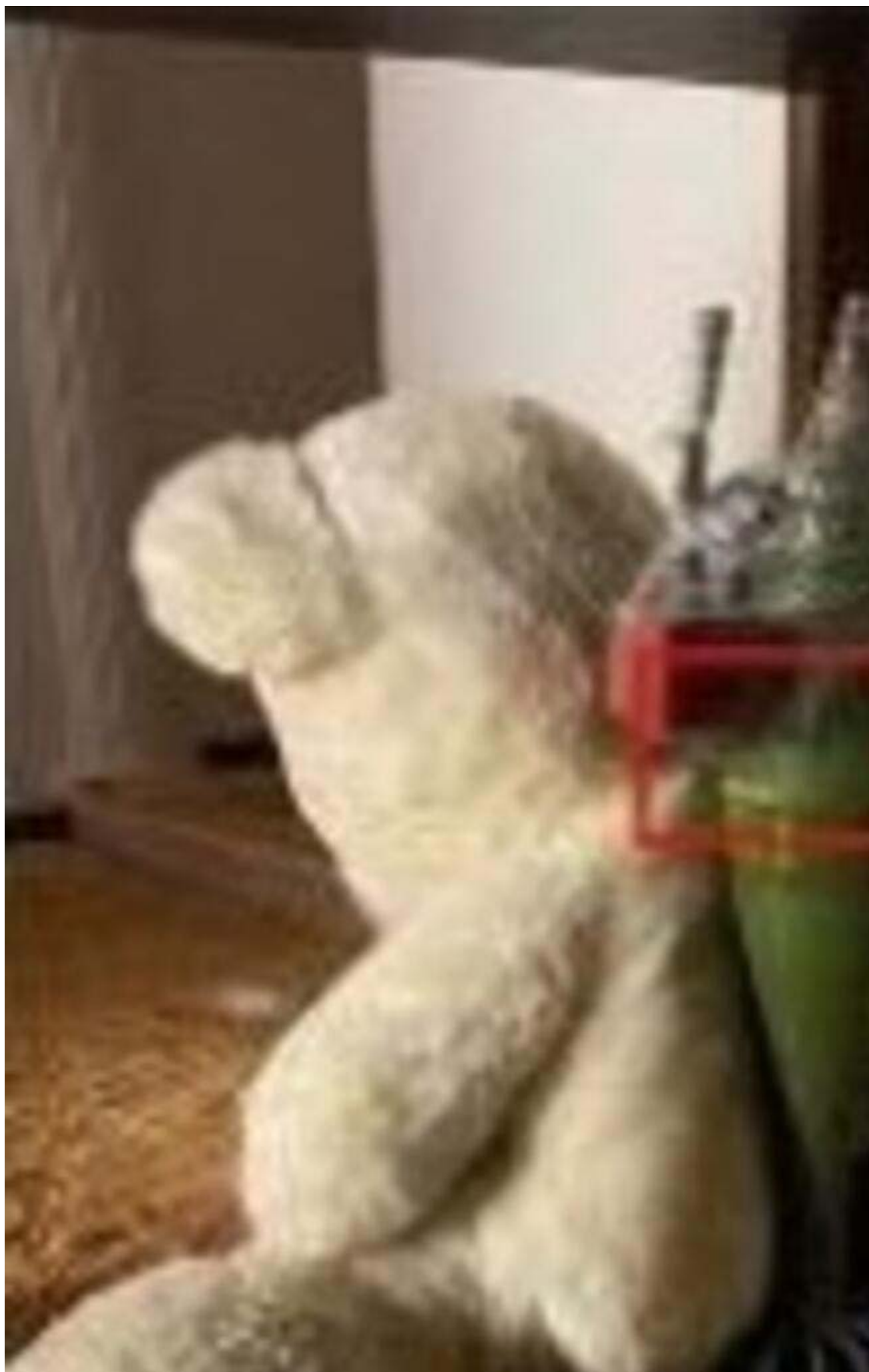
Tous les ans, le panel rend un rapport général sur la situation en [Libye](#), dans lequel il tente notamment d'identifier les pays, les entreprises et les individus violant cet embargo. [Dès 2013](#), International Golden Group est identifié comme un acteur clé d'un transfert de centaines de milliers de cartouches albanaises vers [Benghazi](#), dans l'est de la Libye. "C'est International Golden Group qui représentait les forces armées des Émirats arabes unis aux négociations", affirme le rapport.

Figure III
Chaîne d'exportation des munitions



Le nom d'International Golden Group (souligné en rouge par la rédaction des Observateurs) apparaît dans les rapports d'experts de l'ONU sur la Libye dès 2013. Selon le rapport de cette année-là, l'entreprise aurait représenté l'armée émiratie dans un achat de munitions albanaises, débouchant en réalité sur leur exportation vers Benghazi, dans l'est de la Libye. © Panel d'experts des Nations unies sur la Libye

En 2016, 2022 et [2023](#), le nom d'International Golden Group est associé à des violations de l'embargo de l'ONU sur les armes à destination de la Libye. [Le rapport de 2022](#) évoque ainsi des obus de mortier serbes de 120 mm. L'un d'entre eux a été utilisé pour piéger une maison civile de [Tripoli](#) en novembre 2020. À cette époque, la région de Tripoli, contrôlée par le gouvernement libyen reconnu par l'ONU, faisait l'objet d'une [attaque massive des forces de Khalifa Haftar](#), l'homme fort de [l'est de la Libye](#). Cette offensive était notamment soutenue par les Émirats arabes unis et par les mercenaires du groupe Wagner.





Les rapports du panel d'experts de l'ONU sur la Libye mentionnent à de nombreuses reprises le nom d'International Golden Group en lien avec des cas d'importation illicite d'armement vers les zones du pays contrôlées par le maréchal Haftar, allié des Émirats arabes unis. Le rapport de 2022 remonte ainsi la trace d'un obus de mortier serbe de 120 mm utilisé pour piéger une maison civile de Tripoli, occupée par les forces du maréchal Haftar. On le voit ici attaché à une peluche. Cet obus a été initialement acheté par International Golden Group en 2018, à l'aide de documents déclarant l'armée des Émirats arabes unis comme utilisatrice finale de l'armement. © Panel d'experts des Nations unies sur la Libye

Dans le même rapport, le panel revient plus en détail sur le cas de 2013 : "Bien que l'utilisateur final ait été faussement déclaré comme étant les Émirats arabes unis [sur la documentation fournie par International Golden Group, NDLR], les munitions ont été expédiées par avion directement à Benghazi, en Libye", depuis le territoire albanais. Le vol pour transporter les munitions a été affrété par un intermédiaire impliqué dans la transaction ; alors que le plan de vol indiquait d'abord les Émirats arabes unis comme destination, il a été changé au dernier moment pour la Libye.

[Le rapport de 2016](#), qui évoque quant à lui un cas d'importation en Libye de fusils bulgares, affirme que le panel des experts de l'ONU "a demandé à la Bulgarie de retracer [le parcours de ces fusils]". "Les autorités bulgares ont informé le panel qu'International Golden Group avait originellement importé ces armes, et que l'utilisateur final était les forces armées des Émirats arabes unis."

Les autorités bulgares étaient donc informées dès 2016, soit trois ans avant l'envoi par les Émirats arabes unis des premiers documents concernant la vente d'obus de mortier Dunarit, que des armes vendues à International Golden Group prétendument pour le compte de l'armée émiratie pouvaient être détournées.

"Normalement, dans ce genre de cas, dès que la Bulgarie reçoit les informations, elle doit les partager avec les autres gouvernements européens", commente Nicholas Marsh.

À ce moment-là, la Bulgarie ne devrait plus autoriser d'exportations passant par International Golden Group. Elle devrait aussi être particulièrement prudente vis-à-vis des exportations vers les Émirats en général. Malheureusement, ce n'est pas vraiment ce qui se passe dans les faits.

Interrogée pour savoir si elle avait connaissance des nombreux cas de détournement d'armes par International Golden Group documentés par le panel d'experts des Nations unies sur la Libye au moment de l'autorisation de la transaction de 2019, la Commission interministérielle bulgare de contrôle des exportations n'a pas répondu à nos questions.

La rédaction des Observateurs n'a pas d'éléments permettant de retracer la dernière partie du transport des munitions bulgares vers le Soudan, ni de savoir si celles-ci ont bien été exportées par International Golden Group vers les zones de l'est de la Libye contrôlées par le maréchal Haftar. Interrogés sur ce point, ni la Commission interministérielle de contrôle des exportations, ni International Golden Group n'ont répondu à nos questions.

Il est en revanche possible de retracer le parcours des hommes qui accompagnaient les munitions bulgares au Soudan – ceux dont les papiers d'identité colombiens sont visibles dans les vidéos du 21 novembre 2024.



Les deux passeports visibles dans les vidéos diffusées par les combattants soudanais le 21 novembre 2024 révèlent l'identité de deux ressortissants colombiens,

manifestement présents dans le convoi avec les armes : Christian L. et Miguel P. ©
Les Observateurs de France 24

Lisez la suite de notre enquête :

À lire aussi [Armes européennes au Soudan \(3/5\) : la route libyenne des mercenaires](#)

À lire aussi [Armes européennes au Soudan \(4/5\) : "Les FSR bombardent bâtiments publics, marchés et hôpitaux"](#)

À lire aussi [Armes européennes au Soudan \(5/5\) : IGG, une société émiratie toujours prisée des Européens](#)

Julia Rougié a participé au travail d'enquête sur lequel se base cet article.

Armes européennes au Soudan (3/5) : la route libyenne des mercenaires

Quentin PESCHARD, Les Observateurs

Résumé des deux premiers volets de l'enquête : le 21 novembre dernier, des combattants soudanais filment des obus de mortier destinés selon eux aux Forces de soutien rapide (FSR), la milice qui affronte l'armée régulière dans la guerre civile en cours. Ces armes, fabriquées en Bulgarie, ont été transférées au Soudan malgré un embargo de l'Union européenne à destination de ce pays ravagé par les conflits. Des documents exclusifs obtenus par la rédaction des Observateurs montrent l'implication d'une entreprise émiratie, International Golden Group, connue pour plusieurs affaires de détournement d'armes vers l'est de la Libye, au profit du régime du maréchal Haftar, allié des Émirats arabes unis.

À lire aussi [À lire aussi : Armes européennes au Soudan \(1/5\) : des obus bulgares au milieu du désert](#)

À lire aussi [A lire aussi : Armes européennes au Soudan \(2/5\) : un contrat émirati à 50 millions d'euros](#)

S'il reste complexe de retracer la dernière partie du trajet des munitions bulgares jusqu'au Soudan, des éléments présents dans les vidéos filmées dans le désert soudanais peuvent aider à en savoir plus : les papiers d'identité appartenant à deux hommes colombiens, Christian L. et Miguel P.



Les deux passeports visibles dans les vidéos diffusées par les combattants soudanais le 21 novembre 2024 révèlent l'identité de deux ressortissants colombiens, manifestement présents dans le convoi avec les armes : Christian L. et Miguel P. © Les Observateurs de France 24

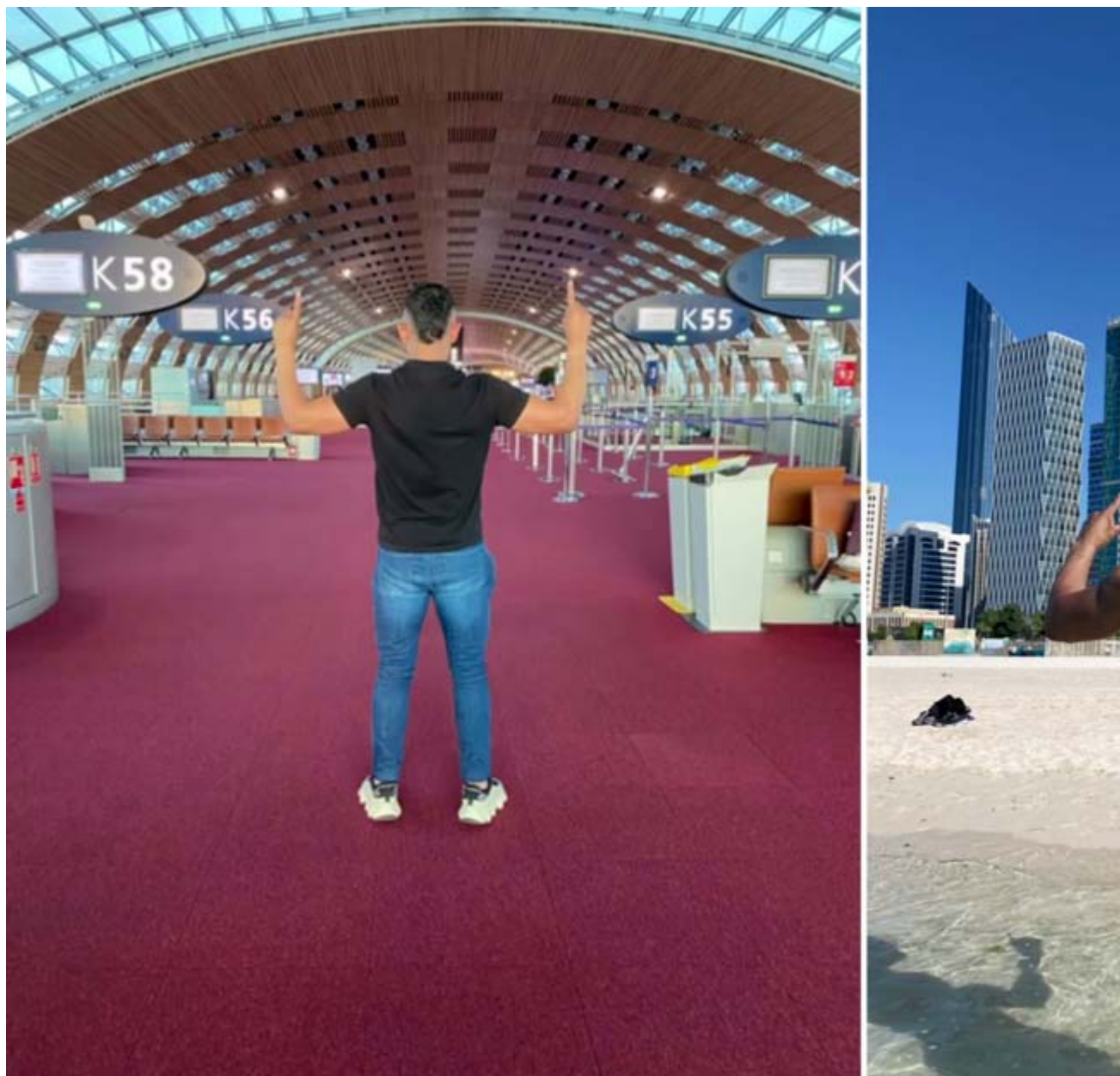
Il existe peu de traces de Miguel P. sur les réseaux sociaux, mais Christian L., lui, documentait son quotidien dans les moindres détails en publiant des photos de ses voyages et de ses séances de sport. Ces images ne sont désormais plus disponibles : tous les comptes de Christian L. sur les réseaux sociaux ont été supprimés ou basculés en privé.

De la Colombie à Abu Dhabi en passant par Roissy-

Charles-de-Gaulle

Le 5 octobre dernier, le trentenaire, adepte de la musculation et dont les papiers visibles sur les vidéos prises au Soudan indiquent qu'il est un ancien militaire colombien, documente un premier voyage. Il se tient dans un terminal de l'aéroport de Paris-Charles-de-Gaulle, à Roissy.

Des vidéos postées quelques jours plus tard montrent que, de Paris, Christian L. se rend aux [Émirats arabes unis](#). Des photos prises à la plage le montrent à Abu Dhabi, [la ville où se situe le siège de la société International Golden Group](#) qui a acheté les obus de mortier bulgares.



Le 5 octobre 2024, Christian L. poste plusieurs photos de lui dans un des terminaux de l'aéroport de Paris-Charles-de-Gaulle (à gauche). D'autres publications indiquent qu'il a pris un vol liant Bogota à la capitale française. Quelques jours plus tard, Christian L. partage plusieurs photos de lui à la plage à Abu Dhabi, la capitale des Émirats arabes unis (à droite). D'autres publications montrent que l'ancien militaire colombien a pris un deuxième vol reliant Paris à ce pays. © TikTok, Les Observateurs de France 24

Le 17 novembre, quatre jours avant que ses papiers ne se retrouvent aux mains de combattants soudanais, Christian L. publie une dernière vidéo. On y voit un paysage désertique au soleil couchant. Elle semble filmée depuis un véhicule en marche.





Le 17 novembre 2024, Christian L. poste sa dernière publication connue sur son compte TikTok. Dans cette vidéo, on voit un paysage désertique au coucher du soleil, filmé depuis la fenêtre d'un véhicule en marche. Quatre jours plus tard, ses papiers seront filmés par les combattants soudanais de la Force conjointe. © TikTok

Ces images n'ont pas été filmées aux Émirats arabes unis : le passeport de Christian L., visible dans les vidéos filmées par les combattants soudanais, porte en effet un tampon de sortie du territoire daté du 11 octobre 2024. Le trentenaire serait donc resté seulement quelques jours à Abu Dhabi.



Sur son passeport feuilleté par un combattant soudanais dans une des vidéos du 21 novembre 2024, on peut voir que Christian L. a reçu un tampon de sortie des Émirats

arabes unis le 11 octobre, soit quelques jours seulement après la publication des premières images le montrant dans ce pays. Il y serait resté brièvement, avant de partir pour une autre destination. Sa dernière vidéo n'a donc pas été filmée aux Émirats. © Les Observateurs de France 24

Une ultime vidéo filmée à la frontière entre la Libye et le Soudan

[Le média d'investigation britannique Bellingcat](#) est parvenu à géolocaliser la dernière vidéo de Christian L. Elle a été [filmée en Libye, près de la ville d'Al-Jaouf](#), la dernière agglomération libyenne sur la route menant à la frontière soudanaise. Au moment où il a pris cette vidéo, Christian L. était donc vraisemblablement en route pour la frontière entre la [Libye](#) et le [Soudan](#), pays où ses papiers ont été saisis trois jours plus tard par des combattants de la Force conjointe. Il voyageait avec les caisses d'armement bulgare destinées aux Forces de soutien rapide (FSR) selon la version des combattants soudanais qui les ont filmées le 21 novembre.

Ali Trayo, un conseiller et négociateur pour le compte du Mouvement de libération du Soudan - un des mouvements armés membres de la Force conjointe qui a saisi le convoi du 21 novembre -, a pu confirmer en partie ces informations à notre rédaction :

Les mercenaires colombiens auraient été capturés ou tués à la frontière avec la Libye, ils passaient à travers le désert. Ces mercenaires colombiens étaient des experts en armement, ils étaient là pour entraîner les FSR.

Des titres de presse colombiens, [comme le média d'investigation La Silla Vacía](#), sont entrés en contact avec d'anciens soldats colombiens qui ont suivi la même filière que Christian L. Selon le média, ils seraient plus de 300 à être partis appuyer les [Forces de soutien rapide](#) au Soudan, transitant par les Émirats arabes unis puis Benghazi, dans l'est de la Libye, où ils seraient pris en charge par des miliciens des FSR. Benghazi et l'est de la Libye, où circulent ces convois, sont des zones [contrôlées par le régime du maréchal Khalifa Haftar](#), allié des Émirats arabes unis dans la région. Selon les sources du média colombien, le but de l'opération aurait été de réunir au total 1 800 mercenaires colombiens sur le sol soudanais pour y mener des missions de combat dangereuses.

"S'ils découvrent que quelqu'un a donné des informations, ils [ceux qui encadrent] ont l'ordre de vous régler votre compte dans le sable", raconte un des soldats interrogés sous couvert de l'anonymat par La Silla Vacía.

À la manœuvre, des entreprises liées aux Émirats arabes unis

Toujours selon La Silla Vacía, les anciens soldats colombiens ont été recrutés par une société colombienne, A4SI, gérée par un ancien militaire colombien installé à Dubaï et accusé de lien avec les cartels colombiens. Ils auraient ensuite signé un deuxième contrat avec l'entreprise émiratie Global Security Services Group.

Selon un document interne à A4SI qu'a pu se procurer la rédaction des Observateurs, l'entreprise interroge les personnes postulant à ses offres d'emploi sur des détails très spécifiques : il est ainsi demandé si le candidat sait "manier une arme", s'il a une "expérience militaire" et même où se situent d'éventuels tatouages. La majorité des forces armées [interdisent ou contrôlent strictement](#) les tatouages sur le corps de leurs soldats. Ces éléments confirment que la société A4SI est spécialisée dans le recrutement de combattants et d'agents de sécurité.

DOCUMENTO BIOGRAFICO



Unidad del
**Servicio
de Empleo**

INFORMACIÓN PERSONAL

¿DISPARA ARMAS?:

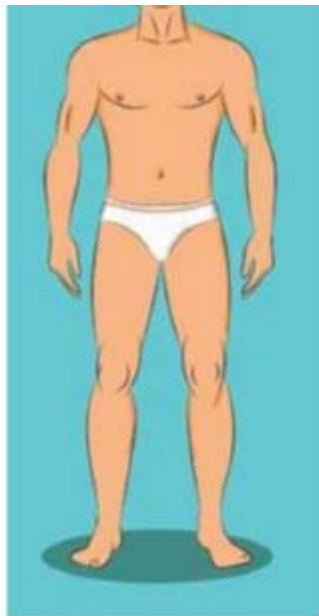
EXPERIENCIA MILITAR (SI LA TIENE)

FECHA INGRESO:	FECHA RETIRO:		
GRADO:	FUERZA:	ARMA:	

¿TIENE TATUAJES? SI _____ NO _____

Por favor indique en qué posición se encuentran ubicados sus tatuajes, y se aproxime su dimensión o tamaño.





Sur cette fiche de renseignements "biographiques" demandés par A4SI à ses nouvelles recrues, les questions posées indiquent que l'entreprise colombienne est vraisemblablement spécialisée dans le recrutement de combattants volontaires. Il est ainsi demandé au candidat s'il sait "se servir d'une arme" ou si il a une quelconque "expérience militaire". Des dessins sont également présents pour qu'il puisse indiquer les emplacements de ses éventuels tatouages, une question souvent posée lors de l'intégration au sein d'une force armée. © A4SI, Les Observateurs de France 24

L'enquête de La Silla Vacía montre que Christian L. ne représente pas un cas isolé : comme lui, un grand nombre d'ex-militaires colombiens ont été déployés en Libye puis au Soudan par le biais de deux entreprises, l'une colombienne, l'autre émiratie. Ces mercenaires ont été impliqués dans le transfert d'obus de mortier bulgares de la Libye au Soudan.

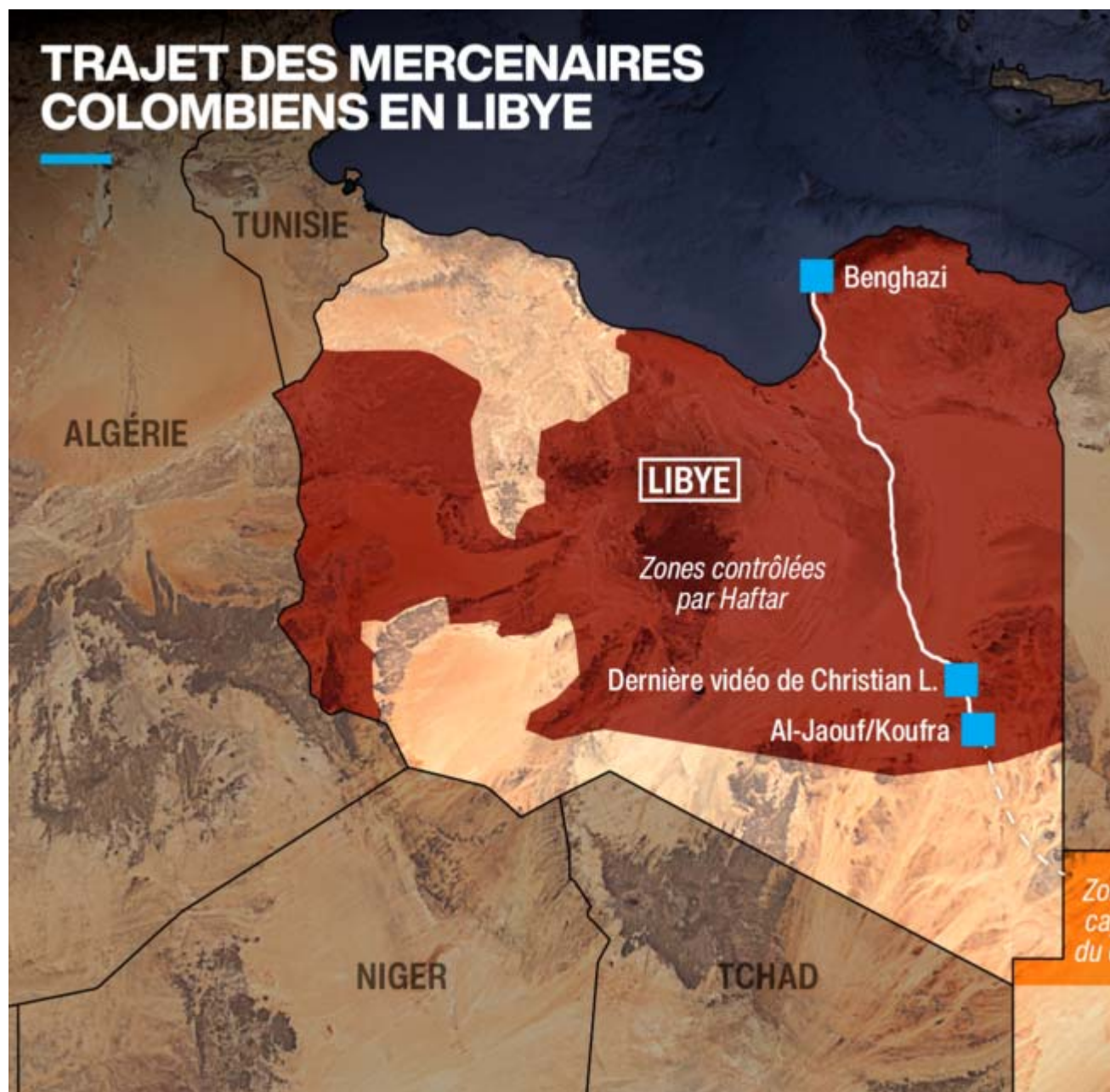
"Il y a une alliance non déclarée entre le régime de Haftar en Libye et les Forces de soutien rapide au Soudan"

Pour Suliman Baldo, chercheur soudanais et fondateur du centre de réflexion [Sudan Transparency and Policy Tracker](#), ce convoi s'inscrit dans une route bien connue de contrebande d'armes au profit des FSR.

Le soutien du régime du maréchal Haftar aux Forces de soutien rapide précède la guerre civile soudanaise. Il y a une alliance non déclarée entre les deux, car les Forces de soutien rapide auraient soutenu les forces de Haftar à un moment de la guerre civile en Libye. Depuis, par reconnaissance, le maréchal Haftar fait parvenir aux Forces de soutien rapide des munitions, des armements et des produits pétroliers, qui arrivent régulièrement depuis la Libye par voie de contrebande.

Pour ces échanges, Haftar utilise notamment une milice islamiste du nom de Brigade Sobol al-Salam, basée autour de la ville de Koufra.

Koufra est une oasis située à proximité de la ville d'Al-Jaouf, dans le Sud-Est libyen. Cette zone est celle où a été filmée la dernière vidéo de Christian L. avant l'attaque du convoi dont il faisait partie.



Cette carte présente la route empruntée par les mercenaires colombiens comme Christian L. Selon l'enquête du média La Silla Vacía, ceux-ci atterrissent à Benghazi, la plus grande ville des zones de Libye dominées par le maréchal Haftar. Ils sont ensuite acheminés vers le Soudan par une route reliant Benghazi à Al-Jaouf/Koufra. La dernière vidéo de Christian L. a été filmée juste au nord de cette localité. Sa route s'est ensuite vraisemblablement poursuivie vers la zone frontalière entre la Libye et le Soudan (en orange), où son convoi a été intercepté par les hommes de la Force conjointe. © Studio graphique France Médias Monde

Mais quel usage est-il fait de ces obus de mortier une fois parvenus sur le sol soudanais ? La rédaction des Observateurs est parvenue à recueillir des témoignages et obtenir des vidéos de combattants ou d'habitants des zones de combat, permettant de comprendre l'impact dévastateur de ce type de munitions sur les civils soudanais. L'enquête montre également que des obus de mortier bulgares sont bien parvenus [jusqu'aux champs de bataille soudanais](#), comme on peut le voir sur la vidéo ci-dessous.

Pour afficher ce contenu YouTube, il est nécessaire d'autoriser les cookies de mesure d'audience et de publicité.

Une extension de votre navigateur semble bloquer le chargement du lecteur vidéo. Pour pouvoir regarder ce contenu, vous devez la désactiver ou la désinstaller.



Sur cette vidéo filmée par un combattant soudanais, on peut voir un autre milicien en train de tirer au mortier avec un obus de 120mm fabriqué par Dunarit : on y voit le numéro 46 entouré de deux cercles, un signe qui identifie les munitions de ce fabricant. © TikTok

00:43

Lisez la suite de notre enquête :

À lire aussi [Armes européennes au Soudan \(4/5\) : "Les FSR bombardent bâtiments publics, marchés et hôpitaux"](#)

À lire aussi [Armes européennes au Soudan \(5/5\) : IGG, une société émiratie toujours prisée des Européens](#)

Armes européennes au Soudan (4/5) : "Les FSR bombardent bâtiments publics, marchés et hôpitaux"

Quentin PESCHARD

Résumé des trois premiers volets de l'enquête : à partir de vidéos et de documents exclusifs, la rédaction des Observateurs a découvert que des obus de mortier saisis dans le désert soudanais avaient été produits par la société bulgare Dunarit, puis vendus à une entreprise émiratie, International Golden Group, connue pour plusieurs affaires de détournement d'armes. Ces munitions ont ensuite voyagé jusqu'au Soudan en passant par l'est de la Libye, dans un convoi où se trouvaient également des mercenaires colombiens.

À lire aussi [À lire aussi : Armes européennes au Soudan \(1/5\) : des obus bulgares au milieu du désert](#)

À lire aussi [A lire aussi : Armes européennes au Soudan \(2/5\) : un contrat émirati à 50 millions d'euro](#)

À lire aussi [Armes européennes au Soudan \(3/5\) : la route libyenne des mercenaires](#)

Dans les vidéos filmées le 21 novembre dernier dans le désert soudanais, les combattants de la Force conjointe affirment que les munitions bulgares présentes dans le convoi qu'ils viennent de capturer sont destinées aux [Forces de soutien rapide \(FSR\)](#). Il s'agit de la milice qui affronte l'armée soudanaise dans la guerre civile en cours depuis avril 2023.

Mais comment vérifier que les munitions de l'entreprise bulgare Dunarit étaient bien destinées aux FSR, ou qu'elles ont été utilisées au combat ?

"Les Émirats arabes unis dédient tout leur soutien aux Forces de soutien rapide"

Suliman Baldo, chercheur soudanais et fondateur du centre de réflexion [Sudan Transparency and Policy Tracker](#), rappelle que de nombreux groupes armés du [Darfour](#), aujourd'hui alliés à l'armée soudanaise au sein de la Force conjointe, ont eux-mêmes bénéficié du soutien émirati au cours de leur histoire.

Durant leur période d'opposition au gouvernement de Khartoum, qui s'est terminée avec [l'accord de paix de Juba](#) en 2020, le Mouvement de libération du Soudan [un des groupes armés membres de la Force conjointe, [NDLR](#)] mais également la plupart des groupes armés du Darfour étaient basés en Libye, dans les zones contrôlées par le régime du maréchal Haftar.

Ce régime était lui-même soutenu par les Émirats arabes unis, donc, indirectement, les mouvements armés darfouriens étaient aussi les alliés des Émirats. Ils ont bénéficié de la fourniture d'armes destinées à l'armée de Haftar, notamment en provenance des Émirats. Lorsque ces mouvements ont quitté la Libye pour rejoindre le Soudan après les accords de Juba, ils sont repartis avec en cadeau d'adieu du matériel qui incluait beaucoup d'armement originaire des [Émirats arabes unis](#).

Tout ça s'est arrêté avec le début de la guerre en avril 2023 : maintenant les choses sont très simples, les Emirats Arabes Unis et le régime de Haftar dédient tout leur soutien aux Forces de soutien rapide.

Les obus de Dunarit sont bien parvenus sur les champs de bataille soudanais

Les combattants des FSR se filment régulièrement au combat, y compris en train de commettre des exactions

contre les civils, [comme nous l'avions montré dans une enquête publiée en 2023](#).

Une vidéo de septembre 2023, identifiée par plusieurs comptes soudanais comme filmée à [Omdourman](#), une ville qui jouxte Khartoum, a attiré notre attention. On y voit un homme tirer au mortier. Le smartphone qui le filme est posé sur des munitions, ce qui permet de lire clairement les inscriptions peintes sur les obus : ils ont été fabriqués par l'entreprise bulgare Dunarit.

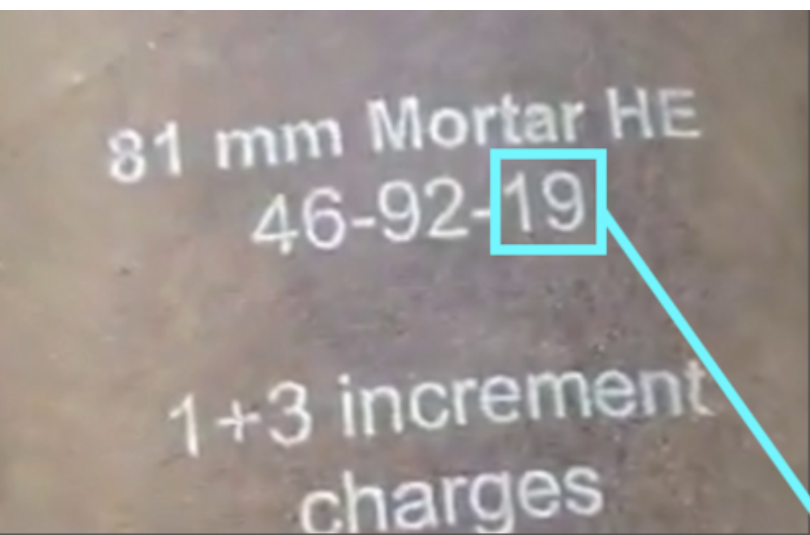
Pour afficher ce contenu YouTube, il est nécessaire d'autoriser les cookies de mesure d'audience et de publicité.

Une extension de votre navigateur semble bloquer le chargement du lecteur vidéo. Pour pouvoir regarder ce contenu, vous devez la désactiver ou la désinstaller.



Sur cette vidéo filmée par un combattant soudanais, on peut voir un autre milicien en train de tirer au mortier avec un obus de 120mm fabriqué par Dunarit : on y voit le numéro 46 entouré de deux cercles, un signe qui identifie les munitions de ce fabricant. © TikTok

00:43

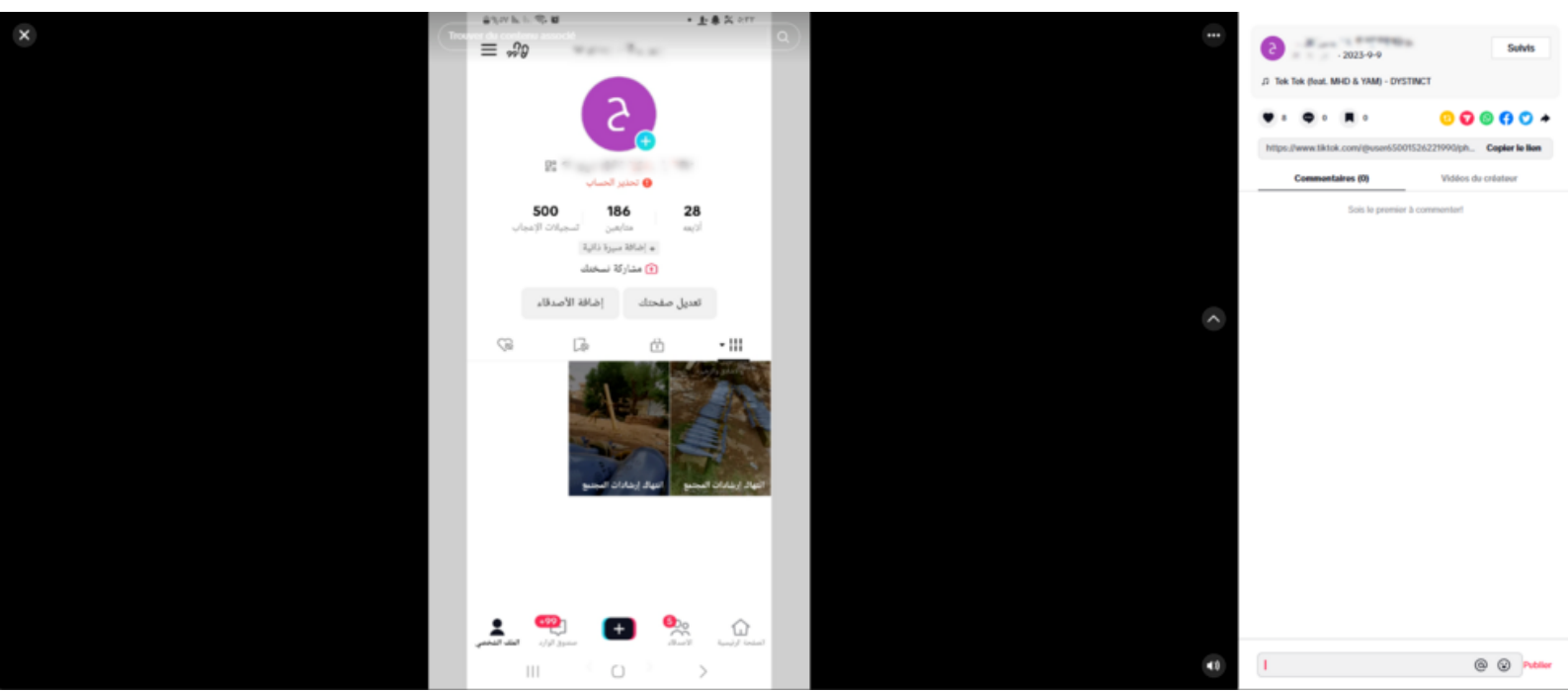




Sur une image tirée de la vidéo montrant l'homme tirer au mortier, on repère sur les munitions deux détails. Le premier est le nombre "46" entouré de deux cercles (en rouge), la marque distinctive de l'entreprise Dunarit, comme on peut le voir sur des photos d'archive tirées de leur site web (en bas à gauche). Le second détail partiellement visible est un numéro à six chiffres (en bleu) : il se termine par "19" – ce qui indique une fabrication en 2019 –, comme ceux présents sur les munitions filmées par les combattants soudanais de la Force conjointe le 21 novembre 2024. © Les Observateurs de France 24

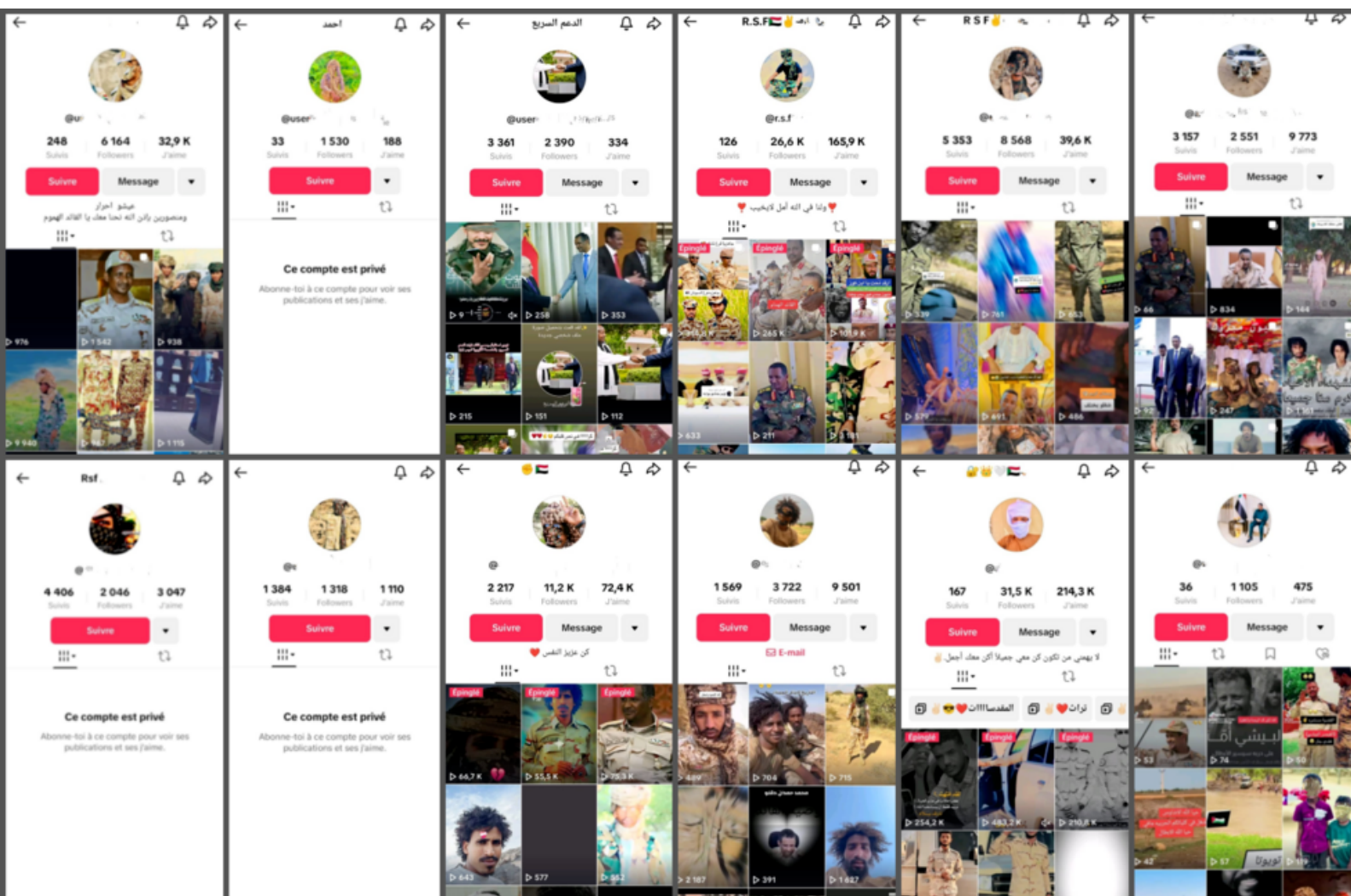
À première vue, difficile de savoir à quel camp appartiennent l'auteur de cette vidéo et l'homme que l'on voit tirer au mortier : ils ne portent pas d'uniformes reconnaissables. "Ce sont des miliciens typiques", commente Suliman Baldo. "À moitié habillés en civil, avec des bouts d'uniforme militaire, ils sont même chaussés de sandales !"

Il est cependant possible d'en apprendre plus sur l'affiliation de ces hommes en retrouvant le compte TikTok de l'auteur des images, grâce au nom d'utilisateur visible sur la vidéo. Celle-ci a été supprimée de la plateforme car elle en violait les conditions d'utilisation, mais le compte est toujours en ligne.



Dans cette publication, le propriétaire du compte se plaint que son contenu ait été supprimé par TikTok. Cette capture d'écran confirme qu'il est bien l'auteur de la vidéo montrant l'homme tirer des obus de mortier bulgares : on y voit la miniature de cette vidéo. © TikTok

Sur TikTok, cet homme suit un très grand nombre de comptes appartenant à des combattants des Forces de soutien rapide ou relayant la propagande de cette milice et de son chef, [Mohamed Hamdane Daglo](#), dit "Hemedti".

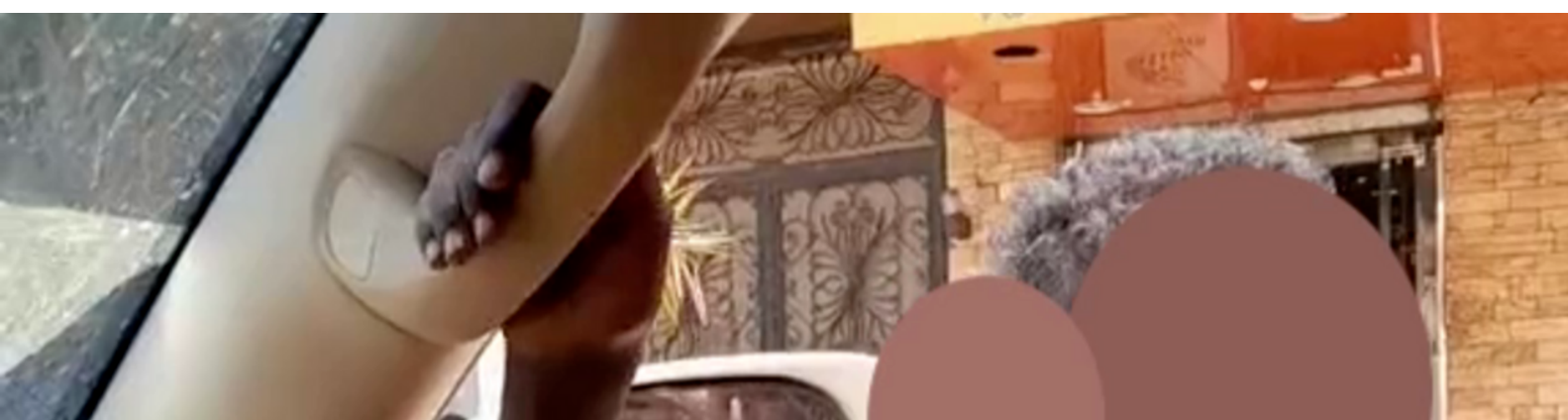


L'auteur de la vidéo montrant un homme tirer des obus de mortier bulgares suit un grand nombre de combattants et de partisans des FSR sur TikTok. Ceux-ci posent souvent avec l'uniforme jaune sable caractéristique de cette milice et publient des vidéos à la gloire de son chef, Mohamed Hamdane Daglo, dit "Hemedti". © TikTok

Une autre vidéo, publiée le 12 septembre 2023, est filmée devant un restaurant et montre un enfant répéter des phrases manifestement apprises par cœur. L'auteur de la vidéo le félicite.

Pour afficher ce contenu YouTube, il est nécessaire d'autoriser les cookies de mesure d'audience et de publicité.

Une extension de votre navigateur semble bloquer le chargement du lecteur vidéo. Pour pouvoir regarder ce contenu, vous devez la désactiver ou la désinstaller.





Dans cette vidéo publiée sur TikTok par le milicien ayant diffusé une vidéo de tirs de mortier à l'aide d'obus Dunarit, on peut voir un enfant répéter des slogans, tandis que l'auteur de la vidéo le félicite. Selon plusieurs personnes soudanaises consultées par la rédaction des Observateurs, ces slogans reprennent des références typiques des Forces de soutien rapide. Pour leur sécurité, les deux enfants présents sur cette vidéo ont été anonymisés. © TikTok

00:08

La rédaction des Observateurs a montré cette vidéo à 11 personnes soudanaises. Sur ces 11 personnes, 10 affirment que l'auteur de cette vidéo serait un milicien des FSR. L'une d'entre elles, qui préfère rester anonyme, commente :

Cela ressemble à une tentative de l'enfant de flatter avec un poème le combattant des FSR qui filme. Il dit d'abord : "On va mettre le feu au quartier général" – sous-entendu : celui de l'armée. Puis il répète : "L'État, c'est nous, même si vous dites le contraire." C'est une phrase de défi. À la fin, l'homme qui filme approuve.

Quoi qu'il en soit, les vidéos retrouvées sur ce compte montrent que les munitions de Dunarit étaient présentes sur les champs de bataille soudanais bien avant la capture du convoi en novembre 2024. Le numéro à six chiffres visible sur les obus tirés par des miliciens en septembre 2023 indique qu'ils ont été fabriqués en 2019, comme ceux vendus par Dunarit à International Golden Group. Les documents liés à cette vente indiquent par ailleurs que les lots vendus contenaient également des obus de 120 mm, comme ceux que l'on voit être tirés par ce milicien probablement affilié aux Forces de soutien rapide.

Des obus de mortier particulièrement dangereux pour les civils

Le transfert de munitions bulgares au Soudan constitue une violation de l'embargo sur les armes décidé par l'Union européenne depuis 1994. "De plus, si ces munitions ont transité par la [Libye](#), ceux qui les ont transportées ont violé par deux fois les embargos des Nations unies sur les armes : une fois au moment de leur importation sur le territoire libyen et une fois au moment de leur transfert au Soudan", commente un ancien expert pour les Nations unies spécialiste de la région, qui préfère rester anonyme.

Au-delà de l'aspect légal, cette chaîne d'approvisionnement des FSR en munitions européennes a des conséquences humaines catastrophiques. Des obus de mortier du même calibre que ceux vendus à International Golden Group par Dunarit sont régulièrement utilisés dans des bombardements mortels pour les civils soudanais, notamment par les FSR.

"Si vous tirez des obus de mortier dans une zone où il y a des civils, vous risquez très sérieusement de les toucher"

Mike Lewis est spécialiste des conflits armés et ancien membre du panel d'experts de l'ONU sur le Soudan.

Il y a deux choses importantes à savoir sur le mortier. D'abord, on l'utilise pour tirer sur des cibles qu'on ne voit pas forcément. Ensuite, le mortier est une arme relativement imprécise, car non guidée. Donc si vous tirez des obus de mortier dans une zone où il y a des civils, vous risquez très sérieusement de les toucher.

Au Soudan, il y a une longue histoire d'utilisation d'armes comme les obus de mortier ou les obus d'artillerie dans des zones à forte concentration de civils. Depuis le début de la guerre civile en 2023, on a retrouvé des obus de mortier dans des marchés, dans des hôpitaux, dans des [camps de déplacés](#).

Sur la vidéo ci-dessous, prise dans la ville d'Omdourman selon certains comptes locaux sur [X](#) et [Facebook](#), on voit ainsi quatre miliciens des FSR tirer un obus de mortier de 120 mm sur une cible inconnue. Celui-ci n'a pas été fabriqué par Dunarit, mais il est du même calibre que celui que l'on peut voir dans la vidéo de septembre 2023 dans laquelle deux miliciens des FSR font feu avec des munitions du fabricant bulgare.

Dans cette vidéo, diffusée sur les réseaux sociaux à partir de début décembre 2024, on peut voir quatre hommes en uniforme des FSR tirer un obus de mortier de 120mm, en exécutant une danse popularisée par des combattants soudanais sur TikTok. La vidéo aurait été prise à Omdurman, près de Khartoum : les hommes des FSR semblent tirer depuis la cour d'un bâtiment civil.

Pour afficher ce contenu X (Twitter), il est nécessaire d'autoriser les cookies de mesure d'audience et de publicité.

Ces images ont été filmées autour du 9 décembre dernier, alors qu'Omdourman [était en proie à de violents combats](#) entre l'armée et les FSR.

Dans les jours suivants, plusieurs [organisations soudanaises](#) et [médias](#) évoquent la mort à Omdourman de civils tués dans des "bombardements d'artillerie" des Forces de soutien rapide, une expression souvent utilisée pour désigner des frappes par obus de mortier. Une vidéo en date du 10 décembre décrit ainsi la mort de tous les passagers d'un bus, tués par l'explosion d'un projectile des FSR.

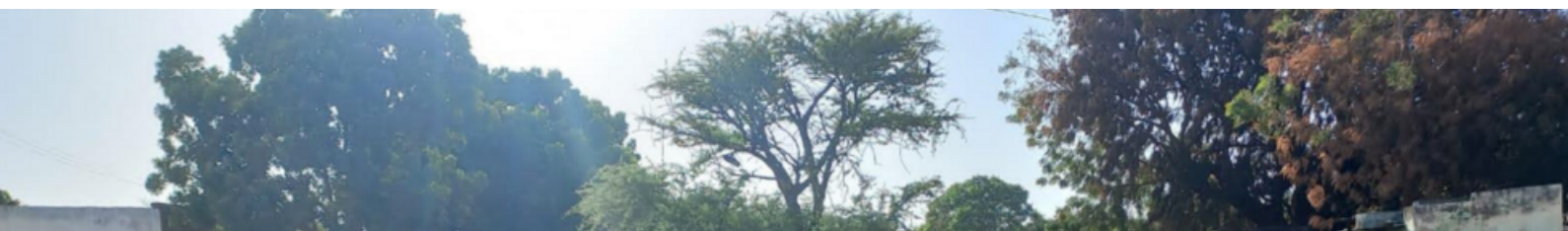
Sur cette vidéo prise depuis la fenêtre d'une voiture, on peut voir une foule attroupée autour de la carcasse d'un véhicule. Des corps recouverts de draps sont posés à terre. Les pages qui partagent cette vidéo prétendent qu'elle montre le bus touché par un projectile des Forces de soutien rapide à Omdurman le 10 décembre 2024.

Pour afficher ce contenu Facebook, il est nécessaire d'autoriser les cookies de mesure d'audience et de publicité.

Bien que de nombreux comptes fassent le lien entre la vidéo montrant les FSR tirer au mortier à Omdourman et le bus touché par un projectile dans la même ville, la rédaction des Observateurs n'a pas pu vérifier de manière indépendante que le bus avait bien été touché par un projectile des FSR.

Au Darfour, une série de massacres commis par les FSR à l'aide d'obus de mortier

Au-delà des zones de combat avec l'armée, les FSR ciblent parfois directement des lieux de rassemblement de civils à l'obus de mortier. Ces massacres sont notamment survenus au Darfour, une région de l'ouest du Soudan où les FSR sont accusées de génocide contre la population non arabe [par le gouvernement soudanais contrôlé par l'armée](#). Le [rapport de 2024 du panel d'experts de l'ONU sur le Soudan](#) documente un de ces cas, l'attaque contre la capitale de l'ouest du Darfour, El-Geneina, entre avril et novembre 2023.





Cette photo, tirée du rapport de 2024 du panel d'experts de l'ONU sur le Soudan, montre un lieu de rassemblement de réfugiés à El-Geneina ayant été visé par les Forces de soutien rapide, lors de la vague de violences contre les civils survenue entre avril et novembre 2023. © Panel d'experts de l'ONU sur le Soudan

Photo 5: Photo of remnants of RPG-7 ammunition (right) and of remnants of 60 and 100 / 120mm mortars (left), El Geneina, May 2023



Source: Confidential

Une photo de restes de munitions retrouvés sur place, prise en mai 2023, est fournie par le panel. On y voit un obus de mortier non explosé de même calibre que ceux vendus par Dunarit à International Golden Group. Rien n'indique cependant que ces munitions soient d'origine bulgare. © Panel d'experts de l'ONU sur le Soudan

Plus récemment, d'autres cas de rassemblements de civils délibérément pris pour cibles ont été documentés à El-Fasher, une grande ville du Darfour. Cette agglomération, [assiégée depuis le début de la guerre civile par les miliciens des FSR](#), compte de nombreux camps de réfugiés aux alentours, dont les occupants, qui ont souvent déjà fui les violences dans d'autres régions du Darfour, sont [régulièrement attaqués par les FSR](#).

Au cours de ces attaques, les miliciens bombardent régulièrement à l'aveugle, à l'obus de mortier, des populations. C'est ce qui est notamment arrivé le 31 décembre dernier dans le camp d'[Abou Chouk](#), situé au nord-ouest d'El-Fasher. [Comme le montrent les publications d'organisations humanitaires locales](#), le camp subit ce jour-là des bombardements des FSR, dont certains touchent des maisons et [une école](#). Selon l'organisation humanitaire locale Chambre des urgences d'Abou Chouk, ce bombardement fait au moins un mort.



Les photos prises après les bombardements du 31 décembre 2024 et publiées par l'organisation locale Chambre des urgences d'Abou Chouk montrent que des bâtiments civils, notamment des maisons, ont été touchés par les projectiles. L'organisation donne le nom d'une personne qui aurait été tuée dans les bombardements. © Chambre des urgences d'Abou Chouk

[Des photos prises sur place et partagées par le média local Ayin Network](#) montrent que des obus de mortier ont été utilisés dans ces bombardements. Il n'est pas possible d'identifier le fabricant dans ce cas.



Sur cette photo tirée de la page Facebook du média local Ayin Network, on peut voir que des obus de mortier ont été utilisés dans les bombardements du camp d'Abou Chouk le 31 décembre 2024. Des restes appartenant à ce type de munitions ont été retrouvés autour des zones ciblées. © Ayin Network

Même scénario le 24 janvier : du petit matin jusqu'au soir, 117 obus s'abattent sur le camp. Huit personnes sont tuées et des dizaines d'autres blessées, [selon le récit de la Chambre des urgences d'Abou Chouk](#).

Pour afficher ce contenu Facebook, il est nécessaire d'autoriser les cookies de mesure d'audience et de publicité.

Les photos partagées par la même ONG montrent que les obus de mortier utilisés ne sont pas de fabrication bulgare. Il s'agirait de munitions anciennes, [originaires de l'ex-Yougoslavie](#).



Le 24 janvier 2025, le camp d'Abou Chouk est à nouveau bombardé avec des obus de mortier, ce qui entraîne la mort de huit personnes et en blesse plusieurs dizaines d'autres, selon les organisations locales. Les restes de munitions retrouvés après le bombardement portent l'inscription "M74", ce qui signifie que ces obus proviennent probablement d'ex-Yougoslavie. © Chambre des urgences d'Abou Chouk

"L'endroit où les bombardements sont les plus meurtriers, c'est le dernier marché du camp"

Le 20 février, Mohammed Adam, membre de la Chambre des urgences d'Abou Chouk, a livré à la rédaction des Observateurs le récit terrifiant de la situation à l'intérieur du camp.

Maintenant, les militaires de l'armée ont un peu avancé, et les FSR ont dû reculer à sept ou dix kilomètres du camp. Ils continuent à tirer sur nous de loin, parce que le camp d'Abou Chouk permet d'accéder au camp des militaires. C'est pour ça que les FSR tirent sur les civils avec des armes lourdes et des obus de mortier : pour les forcer à partir ailleurs et libérer le passage vers le camp de l'armée.

Les FSR bombardent les bâtiments publics, les marchés, les hôpitaux, pour que les civils ne puissent pas se soigner, trouver à manger ou reprendre le travail. Le but est de les forcer à l'exil vers des endroits plus sûrs, pour vider les lieux.

L'endroit où les bombardements sont les plus meurtriers, c'est le dernier marché en activité du camp. Les gens se sont rabattus sur lui après la fermeture du grand marché. Quand un obus de mortier est tombé sur ce marché récemment, il y a eu plusieurs morts et des dizaines de blessés.

En tout, depuis le début de la guerre civile, on a compté plus de 500 personnes qu'on a prises en charge et qui sont mortes par la suite. Il y a aussi ceux qui meurent tout de suite pendant les bombardements : ceux-là, on les emmène directement au cimetière, et on n'a pas pu les intégrer dans les statistiques, on pense qu'il y en a au moins 300. On est en train de récupérer tous les noms pour les publier sur notre page Facebook.

Pour Mike Lewis, ce grand nombre de civils tués n'est pas surprenant compte tenu des caractéristiques techniques des obus de mortier et du fait que des zones civiles ont été bombardées par le passé aussi bien par les FSR que par l'armée soudanaise. "Est-ce qu'il était possible de prédire qu'en fournissant des obus de mortier aux FSR, des dommages pourraient être causés à des civils ? Cela semble évident que de tels dommages étaient tout à fait prévisibles", commente-t-il.

Durant la rédaction de cet article, les camps autour d'al-Fasher, notamment ceux d'Abou Shouk et de Zamzam, ont [de nouveau été pris d'assaut par les FSR](#). Le bilan de ces attaques, encore provisoire, est extrêmement lourd : selon les Nations Unies, au moins 100 personnes auraient été tuées, dont 20 enfants.

International Golden Group garde le silence

Contactée par la rédaction des Observateurs par e-mail et téléphone, la société émiratie International Golden Group n'a pas donné suite à nos demandes d'interview. Il est donc impossible de déterminer si l'entreprise sait que les munitions qu'elle a achetées en 2019 sont aujourd'hui transférées vers le territoire soudanais.

International Golden Group est en tout cas toujours très actif : il est un acteur clé d'un des plus gros événements du monde de l'armement au Moyen-Orient, le salon IDEX 2025, qui s'est tenu en février à Abu Dhabi. Dans le dernier volet de l'enquête, la rédaction des Observateurs s'intéresse aux dessous de cet événement : elle révèle les très nombreux partenariats liant International Golden Group à des entreprises françaises et européennes, malgré l'histoire documentée de la société émiratie dans des affaires de détournement d'armement.

Lisez la suite de cette enquête dans le cinquième et dernier article de notre série :

À lire aussi [Armes européennes au Soudan \(5/5\) : IGG, une société émiratie toujours prisée des Européens](#)

Mubarak Hasan Ali et Mohammed Nour Aoudou ont participé à la rédaction de cet article.

Armes européennes au Soudan (5/5) : IGG, une société émiratie toujours prisée des Européens

Quentin PESCHARD, Les Observateurs

Résumé des quatre premiers volets de l'enquête : à partir de vidéos et de documents exclusifs, la rédaction des Observateurs a découvert que des obus de mortier saisis dans le désert soudanais avaient été produits par la société bulgare Dunarit, puis vendus à une entreprise émiratie, International Golden Group (IGG), connue pour plusieurs affaires de détournement d'armes. Ces munitions ont ensuite voyagé jusqu'au Soudan en passant par l'est de la Libye, dans un convoi où se trouvaient également des mercenaires colombiens. Des armes similaires servent régulièrement à bombarder des populations civiles.

À lire aussi [Armes européennes au Soudan \(1/5\) : des obus bulgares au milieu du désert](#)

À lire aussi [Armes européennes au Soudan \(2/5\) : un contrat émirati à 50 millions d'euro](#)

À lire aussi [Armes européennes au Soudan \(3/5\) : la route libyenne des mercenaires](#)

À lire aussi [Armes européennes au Soudan \(4/5\) : "Les FSR bombardent les bâtiments publics, les marchés, les hôpitaux"](#)

La filière documentée dans l'enquête de la rédaction des Observateurs de France 24 s'est-elle tarie depuis la commande passée en 2019 par la société émiratie International Golden Group (IGG) à l'entreprise bulgare Dunarit ? D'autres contrats du même type ont-ils au contraire été conclus ? Contacté, le fabricant bulgare n'a pas répondu sur ce point. De son côté, l'importateur émirati n'a répondu à aucune de nos questions.

Une chose est sûre : International Golden Group est une entreprise toujours très active, aussi bien aux Émirats qu'à l'international. Ce fournisseur de munitions et de services de sécurité [a été racheté en janvier 2024 par Edge Group](#), un conglomérat d'entreprises de défense financé par l'État émirati.

Des partenariats en série avec des entreprises françaises et européennes

Juste avant son rachat, International Golden Group enchaînait les partenariats, notamment avec des entreprises françaises : en février 2023, la compagnie émiratie avait ainsi créé une filiale conjointe avec le spécialiste de la défense français Safran. Le but, [selon Safran](#) : développer des technologies de navigation et d'optique militaire pour "combler les besoins du ministère émirati de la Défense et d'autres organisations régionales". Le tout directement dans des locaux d'International Golden Group et dans le cadre du "[Programme économique de Tawazun](#)", un fonds public émirati destiné au développement de l'industrie de la défense. Le président de la branche de Safran concernée [a visité ces nouveaux locaux le 13 février dernier](#), juste avant l'ouverture du principal salon émirati de l'armement, IDEX, [où l'entreprise française était présente](#).

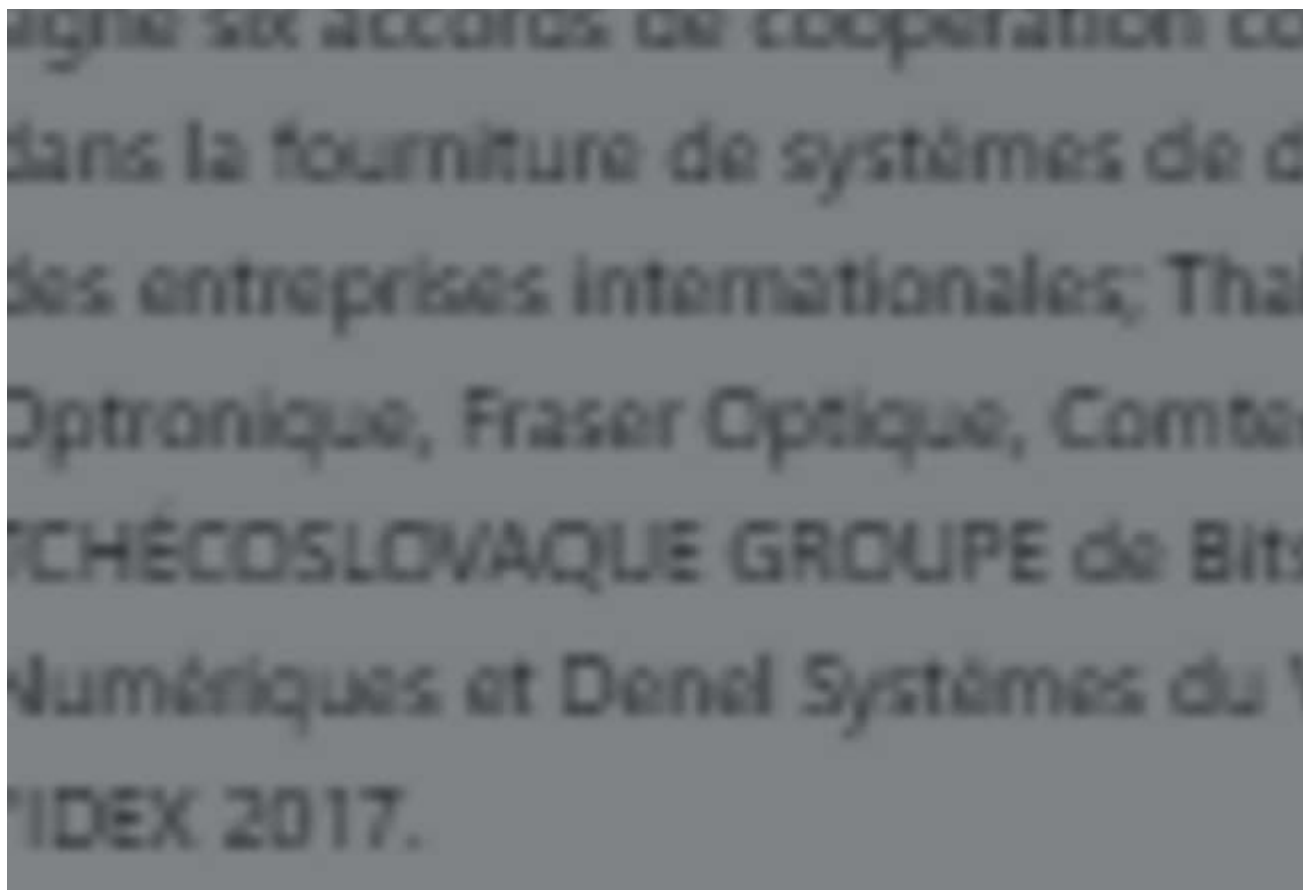


[Sur sa page LinkedIn](#), le directeur régional de la branche électronique et armement de Safran, Matthieu Clermont, met en avant le 15 février 2025 plusieurs photos de l'inauguration de la nouvelle filiale Vision for Optronics & Navigation, ouverte en partenariat avec International Golden Group. © Matthieu Clermont, LinkedIn

En février 2023 toujours, [la société Nexter – aujourd'hui KNDS France](#) –, détenue à 50 % par l'État français et fabriquant le char Leclerc, [avait également fait affaire avec International Golden Group](#). L'objectif, cette fois, était de moderniser les chars Leclerc de l'armée émiratie, "pour assurer [sa] supériorité sur le terrain pour les 30 prochaines années", avait commenté le groupe. KNDS France [a également répondu présent lors du salon IDEX de cette année](#).

Un [partenariat plus ancien](#), datant de 2009, liait également l'entreprise émiratie avec le groupe français [Thales](#), spécialisé dans l'aérospatial et la défense. Initialement destiné à "assurer la protection des infrastructures [...] critiques, notamment celles liées à l'exploitation des ressources de pétrole et de gaz aux Émirats arabes unis", ce partenariat se serait doublé en 2017 d'un accord de coopération avec Thales Optronique, alors une filiale du groupe français, selon une dépêche de l'agence de presse d'État émiratie WAM.





Dans cette dépêche de l'agence de presse étatique émiratie WAM en date du 22 février 2017 (aujourd'hui supprimée, mais dont la rédaction des Observateurs a pu récupérer le texte en arabe, ici traduit), on apprend qu'International Golden Group "a signé six accords de coopération dans le domaine de la fourniture de systèmes de défense avec des entreprises internationales", dont Thales Optronique, une filiale du groupe français Thales. Ces accords seraient intervenus dans le cadre de l'édition 2017 d'IDEX, le salon émirati de l'armement. Une nouvelle version de cette dépêche est publiée le lendemain ; elle ne mentionne plus le groupe français dans la liste des contrats signés par International Golden Group. © Agence de presse émiratie WAM

Celle-ci a ensuite été [modifiée le lendemain](#), supprimant la référence à Thales Optronique. Contacté pour savoir si les partenariats en question sont toujours d'actualité, Thales n'a pas répondu sur ce point. Dans ces conditions, il n'est pas possible de savoir si le groupe français a toujours des liens avec International Golden Group ou Edge Group.

[L'Espagnol Indra](#), [l'Italien Leonardo](#) : à l'occasion de l'édition 2025 du salon IDEX, [qui s'est tenue à Abu Dhabi du 17 au 21 février](#), un nombre important d'autres grands groupes de défense européens concluent des accords avec International Golden Group ou sa nouvelle maison mère, Edge Group. Cette dernière est par ailleurs un des "partenaires stratégiques" de l'exposition, [selon le site de l'événement](#).

Tony Fortin, chargé d'études à l'[Observatoire des armements](#), une structure française spécialisée dans la collecte d'information sur les ventes d'armes et les entreprises du secteur, commente :

Pour les Émirats, le but de ce type de joint-ventures [un accord d'association entre deux entreprises dans un but donné, NDLR], c'est le transfert de compétences, qui va permettre aux Émirats de produire leur propre matériel militaire, et donc de bâtir leur appareil de défense. Il s'agit d'une sorte de contrepartie aux exportations européennes d'armement dans ce pays, qui sont très importantes.

Pour International Golden Group et Edge Group, les affaires

continuent

International Golden Group a d'ailleurs décroché [un des plus gros contrats du salon](#) pour fournir l'armée émiratie en munitions, pour un montant total de 178 millions d'euros. C'est dans le cadre de la fourniture de munitions prétendument destinées à l'armée émiratie qu'International Golden Group a pu acquérir de l'armement ensuite exporté vers la Libye, comme le documentent les rapports du panel d'experts de l'ONU sur ce pays.

Rien ne permet d'affirmer que les technologies et équipements obtenus par International Golden Group par le biais de ses partenariats avec des entreprises européennes seront par la suite déployés au Soudan pour soutenir les Forces de soutien rapide (FSR).

Mais un détournement de ce type, de la part d'une entreprise connue pour ses violations régulières des embargos internationaux, ne serait pas inédit. [Une enquête de l'ONG Amnesty International publiée en novembre 2024](#) révèle ainsi que des systèmes de défense pour véhicules militaires fabriqués par des entreprises françaises ont été retrouvés au Soudan, [sur des blindés ayant servi aux FSR](#).



Sur cette photo tirée du rapport d'Amnesty International, on peut voir un blindé de la gamme Nimr – fabriqué par Edge Group – dans une rue de Khartoum, la capitale du Soudan. Ce véhicule est équipé du système de défense Galix, fabriqué par KNDS France et exporté par Lacroix Defense, deux entreprises françaises. Deux hommes en uniforme des Forces de soutien rapide sont visibles sur le toit du véhicule. © Amnesty International

C'est Edge Group, la maison mère d'International Golden Group, qui fabrique les modèles de blindés sur lesquels ont été retrouvés les systèmes de défense français. Ces derniers sont quant à eux conçus et exportés par les entreprises françaises KNDS France et Lacroix Defense.

Sollicitée par la rédaction des Observateurs au sujet de l'enquête d'Amnesty International, la société Lacroix Defense "confirme avoir fourni des systèmes d'autoprotection Galix à destination des forces armées émiraties". "Ces livraisons ont été réalisées dans le strict respect des licences d'exportation accordées à Lacroix et des certificats de non-réexportation associés", assure le groupe. Lacroix Defense tient également à rappeler que le système Galix est une "solution d'autoprotection passive", qui n'a donc pas de caractère offensif. L'entreprise n'a pas répondu à notre question visant à savoir si une autorisation avait été sollicitée par la partie émiratie pour exporter ces systèmes vers le Soudan.

De son côté, KNDS France rappelle qu'il "n'est pas l'exportateur et ne fait qu'une vente en France à Lacroix [...]. À ce titre, KNDS France n'a pas connaissance de l'utilisateur final lors du passage de la commande et durant [son] exécution."

Malgré ce précédent, KNDS France a affiché sa présence lors du salon IDEX 2025. Le groupe a publié des photos de [la visite du ministre français des Armées, Sébastien Lecornu](#). Juste à côté de l'emplacement aux couleurs de KNDS France, un autre stand exposait des véhicules de la gamme Nimr, fabriqués par Edge Group.



Sur cette photo publiée par KNDS France sur sa page LinkedIn au début du salon Idex 2025, on peut voir le ministre français des Armées, Sébastien Lecornu, visiter le stand de l'entreprise. Celui-ci présente notamment le canon Caesar et le char Leclerc, deux des produits phares du fabricant. © KNDS France, LinkedIn



Sur une vidéo de promotion du salon IDEX 2025, on peut voir que le stand juste à côté de celui de KNDS France expose des véhicules de la gamme Nimr, fabriqués par Edge Group. C'est le transfert de véhicules de cette gamme au Soudan qui a été identifié par Amnesty International comme ayant conduit à la présence du système de défense français Galix dans ce pays, malgré l'embargo européen. © IDEX 2025

"Certains groupes refusent de collaborer avec International Golden Group, comment se fait-il que des groupes français le fassent ?"

Tony Fortin rappelle que les liens entre l'industrie française de la défense et les Émirats arabes unis sont anciens et profonds.

Il faut se rendre compte que, en 2011, 70 % des équipements de défense utilisés par les Émirats arabes unis étaient d'origine française. C'est passé par de très nombreux partenariats : dans les années 1990, il y a eu les technologies navales, après le rachat par les Émirats de plusieurs chantiers de construction français. Puis il y a eu les technologies satellitaires ou les communications. Edic [Emirates Defence Industries Company, société émiratie absorbée depuis par Edge Group] a été dirigé par Luc Vigneron, un ancien PDG de Thales. La France a vraiment permis aux Émirats d'asseoir leur capacité actuelle à produire de l'armement.

Le problème, aujourd'hui, c'est qu'on est au-delà du risque de détournement d'armes : la politique des Émirats vis-à-vis de certains pays, comme le Yémen, la Somalie ou le Soudan,

est un fait documenté dans les rapports des panels d'experts de l'ONU, par exemple. On sait que certains groupes de défense internationaux refusent de collaborer avec International Golden Group ou Edge Group. Comment se fait-il que des groupes français le fassent ? Il faut que ces groupes s'expliquent.

Contactées, toutes les entreprises françaises et européennes mentionnées dans cet article assurent exercer leurs activités dans le respect des réglementations locales et internationales qui concernent leur production. La rédaction des Observateurs a repris des citations des réponses données lorsque celles-ci apportaient une information précise sur les faits.